

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, April 14, 2026

The Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans met this day at 6:33 p.m. [ET] to examine and report on the commercial fisheries licensing regime on Canada's Pacific Coast.

Senator Fabian Manning (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good evening. My name is Fabian Manning, a senator from Newfoundland and Labrador, and I have the pleasure of chairing this committee. Today we are conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans.

I wish to ask all senators and other in-person participants to consult the cards on the table for guidelines to prevent audio feedback incidents. Please ensure to keep your earpiece away from the microphones at all times. Do not touch the microphone; it will be turned off and on by the console operator. Please avoid handling your earpiece while your microphone is on. Either keep it in your ear or place it on the designated sticker. We thank you for your cooperation.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to me or the clerk, and we'll work to resolve your issue.

Before we begin our meeting, I would like to take a few moments to allow the members of the committee to introduce themselves.

Senator Cuzner: Rodger Cuzner, Nova Scotia.

Senator Surette: Allister Surette, Nova Scotia.

Senator Greenwood: Margo Greenwood, British Columbia. I am here for Senator Ravalia.

Senator Busson: My name is Bev Busson from British Columbia. Welcome.

The Chair: On November 18, 2025, the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans was authorized to examine and report on the commercial fisheries licensing regime on Canada's Pacific coast. Today, under this mandate, the committee will be hearing from the following individuals: Russell Cameron, Member of the General Executive Board, United Fishermen and Allied Workers' Union, UNIFOR, and a fisherman himself; Sonia Strobel, Co-Founder and CEO, Skipper Otto Community Supported Fishery.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 14 avril 2026

Le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans se réunit aujourd'hui, à 18 h 33 (HE), pour examiner, afin d'en faire rapport, le régime de délivrance des permis de pêche commerciale sur la côte Pacifique du Canada.

Le sénateur Fabian Manning(*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bonsoir. Je m'appelle Fabian Manning, sénateur de Terre-Neuve-et-Labrador. J'ai le plaisir de présider le comité. Aujourd'hui, nous tenons une réunion du Comité sénatorial permanent des pêches et des océans.

Je demanderais à tous les sénateurs et aux autres participants en personne de consulter les cartes sur la table pour prendre connaissance des directives visant à prévenir les incidents de retour de son. Veuillez vous assurer de garder votre oreillette loin des microphones en tout temps. Ne touchez pas au microphone; il sera activé et désactivé par l'opérateur de console. Veuillez éviter de manipuler votre oreillette lorsque votre microphone est allumé. Vous pouvez la garder dans votre oreille ou la placer sur l'autocollant prévu à cet effet. Nous vous remercions de votre collaboration.

Si des difficultés techniques surviennent, en particulier en ce qui concerne l'interprétation, veuillez en informer le président ou la greffière, et nous nous efforcerons de résoudre le problème.

Avant de continuer, j'aimerais prendre quelques instants pour permettre aux membres du comité de se présenter.

Le sénateur Cuzner : Rodger Cuzner, de la Nouvelle-Écosse.

Le sénateur Surette : Allister Surette, de la Nouvelle-Écosse.

La sénatrice Greenwood : Margo Greenwood, de la Colombie-Britannique. Je remplace le sénateur Ravalia.

La sénatrice Busson : Je suis Bev Busson, de la Colombie-Britannique. Bienvenue.

Le président : Le 18 novembre 2025, le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans a été autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, le régime de délivrance des permis de pêche commerciale sur la côte Pacifique du Canada. Aujourd'hui, en vertu de ce mandat, le comité recevra le témoignage des personnes suivantes : Russell Cameron, membre du conseil exécutif général de l'United Fishermen and Allied Workers' Union, ou UNIFOR, et lui-même pêcheur; et Sonia Strobel, cofondatrice et présidente-directrice générale de la Skipper Otto Community Supported Fishery.

On behalf of the members of the committee, I thank you for joining us here this evening. I understand that you both have some opening remarks. I will ask Ms. Strobel to go first, and following your remarks, our senators will have some questions for you. The floor is yours.

Sonia Strobel, Co-Founder and Chief Executive Officer, Skipper Otto Community Supported Fishery: Thank you all for the opportunity to be here for this important study. My name is Sonia Strobel and, as you said, I'm the co-founder and CEO of Skipper Otto Community Supported Fishery based in Vancouver.

We work with over 40 independent fishing families across B.C., connecting them directly with thousands of Canadians who pre-purchase their catch before the fishing season. We've grown a successful business for the last 18 years that's protecting a fishing way of life in our coastal and Indigenous communities, and building a robust food system by Canadians, for Canadians.

I also come from a fishing family. My father-in-law is Skipper Otto, and my husband and my son are also commercial salmon fishermen. We built this business to solve a very simple and very real problem: Fishing families were not earning a fair living from the fish they were catching.

What I'm sharing today comes directly from that lived experience — working at the intersection of harvesters, markets and coastal communities. The core issue is this: The value of fish has increased, but the share going to the people who harvest it has decreased.

We are seeing is that licence and quota lease rates are taking up to 80% of the landed value of the fish caught in B.C., declining harvester incomes while costs continue to rise, major barriers for new entrants to the fishery and economic activity leaving coastal communities.

Right now, the system is functioning exactly as it's designed. It's designed to concentrate the wealth away from the people doing the work. This is not a failure of the industry; it is the predictable result of policy design. This doesn't just affect harvesters; it affects Canadians.

We are in a moment where food affordability is a major concern across the country. When such a large share of the value of a fish is going to investors just so that harvesters can access the resource, that cost is carried through the entire system. So we should be asking this: What would the price of seafood look like for Canadians if more of that value stayed with the people

Au nom des membres du comité, je vous remercie de vous joindre à nous ce soir. Je crois comprendre que vous présenterez tous les deux une déclaration préliminaire. Je vais demander à Mme Strobel de commencer. Après vos déclarations, les sénateurs vous poseront des questions. La parole est à vous.

Sonia Strobel, cofondatrice et présidente-directrice générale, Skipper Otto Community Supported Fishery : Je vous remercie de m'avoir invitée à témoigner dans le cadre de cette importante étude. Je m'appelle Sonia Strobel. Comme vous l'avez dit, je suis cofondatrice et présidente-directrice générale de la Skipper Otto Community Supported Fishery, qui est basée à Vancouver.

Nous travaillons avec plus de 40 sociétés familiales de pêche indépendantes de la Colombie-Britannique. Nous les mettons en contact direct avec des milliers de Canadiens qui achètent leurs pêches avant le début de la saison. Depuis 18 ans, notre entreprise florissante protège le mode de vie des collectivités côtières et autochtones de pêcheurs, tout en soutenant un système alimentaire robuste développé par les Canadiens, pour les Canadiens.

Je viens aussi d'une famille de pêcheurs. Skipper Otto est mon beau-père, et mon mari et mon fils pratiquent la pêche commerciale au saumon. Nous avons monté cette entreprise dans le but de résoudre un problème bien simple et bien réel : les familles de pêcheurs ne tiraient pas un revenu décent de leurs pêches.

Les observations que je vous présente aujourd'hui découlent directement de mon expérience personnelle, ainsi que de mon travail auprès des pêcheurs, sur les marchés et dans les collectivités côtières. Le cœur du problème est le suivant : la valeur du poisson a augmenté, mais la part versée aux pêcheurs a diminué.

Nous avons constaté que les frais liés aux permis et à la location de quotas représentent jusqu'à 80 % de la valeur au débarquement du poisson pêché en Colombie-Britannique. Alors que les coûts continuent d'augmenter, les revenus des pêcheurs diminuent. Ces facteurs empêchent les nouveaux pêcheurs d'intégrer le secteur et ils provoquent un déclin de l'activité économique dans les collectivités côtières.

À l'heure actuelle, le système fonctionne exactement comme prévu : il a été conçu pour accaparer les richesses produites par les travailleurs. Ce n'est pas un échec du secteur; c'est le résultat prévisible des politiques. Par ailleurs, les pêcheurs ne sont pas les seuls touchés; les Canadiens le sont aussi.

Aujourd'hui, l'abordabilité des aliments est une préoccupation majeure d'un océan à l'autre. Lorsqu'une si grande partie de la valeur du poisson est versée aux investisseurs juste pour que les pêcheurs aient accès à la ressource, le coût se répercute sur l'ensemble de la chaîne. La question qui s'impose est donc la suivante : combien coûteraient les produits de la mer à la

catching it instead of being extracted before it even reaches the docks?

Through our work, we see the human consequences of this every day: Fishing families who take on the full risk of fishing invest in vessels, gear and safety, but they don't have secure access to what they harvest.

You've heard testimony from many people I know already. You've heard testimony from First Nations about how the current system is impacting their ability to access and benefit from the fishery. Critically, we are seeing the next generation unable to enter, not because they don't want to fish, but because the economics no longer support a viable livelihood.

Many who do remain are effectively operating as contractors in their own industry, often struggling just to cover their costs. Skipper Otto was created to try to address part of this. We've built a direct-market model so that more of the value flows back to fishing families. We've proven that consumers care, they will pay for transparency and they want to support coastal communities. But what we've also learned is that market innovation can't overcome structural policy barriers. If harvesters don't have fair and secure access to licences and quotas, the value is extracted before it ever reaches them.

We already have a clear example in Canada of how this can work. On the East Coast, fleet separation and owner-operator policies keep the value with the harvesters, support middle-class incomes and sustain coastal communities. In British Columbia, the absence of those policies has led to the opposite outcomes.

So the question is no longer whether change is needed; the question is how to implement it. Parliament has studied it. Experts have analyzed it. Harvesters and First Nations have been raising this for over a decade. What's missing is not more analysis; it's a clear decision to move forward and a process designed to implement that decision. Without that, conversations stay stuck in "whether" instead of moving on to "how."

From what I've seen, this level of structural reform is going to require a process that is clearly mandated, adequately resourced and designed to carry decisions through to implementation. Without that, we risk continuing to study the issue without achieving the outcomes we're all aiming for.

population canadienne si une plus grande partie de leur valeur restait entre les mains des pêcheurs, au lieu d'être prélevée avant même d'arriver au quai?

Dans le cadre de notre travail, nous constatons chaque jour les conséquences humaines de cette situation : les familles de pêcheurs assument l'intégralité des risques liés à la pêche; elles investissent dans les bateaux, le matériel et l'équipement de protection; mais leur accès à la pêche n'est pas garanti.

Vous avez déjà reçu les témoignages de nombreuses personnes que je connais. Les Premières Nations vous ont parlé des répercussions du système actuel sur leur capacité à accéder à la pêche et à en tirer avantage. Un autre grave problème, c'est que la nouvelle génération n'intègre pas le secteur, pas parce qu'elle ne veut pas pratiquer la pêche, mais parce que les facteurs économiques n'en font plus un gagne-pain viable.

Beaucoup de ceux qui restent travaillent en fait comme entrepreneurs dans leur propre industrie et ont souvent du mal à couvrir leurs frais. L'entreprise Skipper Otto a été créée pour tenter de régler une partie de ce problème. Nous avons conçu un modèle de commercialisation directe afin qu'une plus grande partie de la valeur revienne aux familles de pêcheurs. Nous avons démontré que les consommateurs se soucient de ces enjeux, sont prêts à payer pour avoir de la transparence et veulent soutenir les communautés côtières. Nous avons également appris que l'innovation sur le marché ne peut pas surmonter les obstacles politiques structurels. Si les pêcheurs ne bénéficient pas d'un accès équitable aux permis et aux quotas, la valeur est perçue avant même qu'elle se rende à eux.

Nous avons déjà un exemple flagrant au Canada de la façon dont cela fonctionne. Sur la côte Est, les politiques relatives à la séparation des flottilles et aux propriétaires-exploitants permettent aux pêcheurs de conserver la valeur et soutiennent les revenus de la classe moyenne et les communautés côtières. En Colombie-Britannique, l'absence de ces politiques a eu l'effet inverse.

La question n'est donc plus de savoir si un changement est nécessaire, mais comment le mettre en œuvre. Le Parlement a étudié la question. Des experts l'ont analysée. Les pêcheurs et les Premières Nations soulèvent ce point depuis plus d'une décennie. Ce qui fait défaut, ce n'est pas davantage d'analyses, mais une décision d'aller de l'avant et un processus conçu pour mettre en œuvre cette décision. Sans cela, les discussions s'en tiennent à des scénarios hypothétiques plutôt que de se pencher sur des mesures concrètes.

D'après ce que j'ai pu constater, ce niveau de réforme structurelle nécessitera un processus clairement mandaté, doté de ressources suffisantes et conçu pour mener les décisions jusqu'à leur mise en œuvre. Sans cela, nous risquons de continuer d'étudier la question sans obtenir les résultats que nous visons tous.

I understand there are concerns about unintended consequences, including the impacts to existing businesses in the sector. From my work supporting community-supported fisheries across the U.S., through programs at the University of Maine, and from time spent in places like Alaska and California, I've seen firsthand that owner-operator systems can and do support thriving, profitable fishing industries, including successful processors and strong coastal economies.

Ensuring that shoreside businesses up and down the supply chain thrive within a fleet-separated, owner-operated fishery can be addressed. They are not a reason to delay the decision. They are a reason to be clear about the objectives and then design the transition carefully.

My humble request to this committee is that you use your voice and your report to do two things:

First, clearly recommend that the minister commit to transitioning to a made-in-B.C. owner-operator and fleet separation framework; second, that this be paired with a time-bound implementation process, one that is explicitly tasked with designing how that transition is carried out in practice.

Without that signal, we risk continuing down the current path for another decade. In that decade, I am concerned there won't be a community-based fishing fleet in B.C. left to protect.

We have a real opportunity to rebuild a fishery that works for harvesters, First Nations, coastal communities and Canadians.

Thank you. I look forward to your questions.

The Chair: Thank you, Ms. Strobel.

Mr. Cameron?

Russell Cameron, Member of General Executive Board and Fisherman, United Fishermen and Allied Workers' Union: I'm Russell Cameron, a commercial halibut fisherman from Pender Harbour, B.C. I'm a fourth generation in the fishing industry there. My whole working life, I've been a proud member of the United Fishermen and Allied Workers' Union.

A large portion of the value in our West Coast fisheries is captured by non-fishing licences and quota holders. For instance, up to 80% of the landed value of halibut goes out in lease costs to the quota owner.

Je comprends que l'on s'inquiète des conséquences imprévues, notamment des répercussions sur les entreprises existantes du secteur. Grâce à mon travail de soutien aux pêches soutenues par la communauté partout aux États-Unis, dans le cadre de programmes menés à l'Université du Maine, et à mes séjours dans des régions comme l'Alaska et la Californie, j'ai pu constater que les systèmes de propriétaires-exploitants peuvent soutenir et soutiennent des industries de la pêche florissantes et rentables, ce qui comprend des entreprises de transformation prospères et des économies côtières vigoureuses.

Il est possible de garantir que les entreprises riveraines, à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, prospèrent dans le cadre d'une pêche où les flottes sont séparées et gérées par leur propriétaire. Cela ne constitue pas une raison pour retarder la décision. C'est au contraire une raison de définir clairement les objectifs, puis de concevoir soigneusement la transition.

Je demande humblement à ce comité d'utiliser sa voix et son rapport pour accomplir deux choses :

Premièrement, il doit recommander clairement que le ministre s'engage à mettre en place un cadre relatif au propriétaire-exploitant et à la séparation des flottilles élaboré en Colombie-Britannique. Deuxièmement, il doit accompagner ce cadre d'un processus de mise en œuvre assorti d'un calendrier précis qui énoncera explicitement comment se déroulera le déploiement.

Sans ce signal, nous risquons de continuer sur la même voie pendant encore une décennie. Je crains qu'au bout de cette décennie, il ne reste plus aucune flotte de pêche communautaire à protéger en Colombie-Britannique.

Nous avons une véritable occasion de reconstruire une pêche qui réponde aux besoins des pêcheurs, des Premières Nations, des communautés côtières et des Canadiens.

Merci. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Le président : Merci, madame Strobel.

Monsieur Cameron?

Russell Cameron, membre du conseil exécutif général et pêcheur, United Fishermen and Allied Workers' Union : Je suis Russell Cameron, un pêcheur commercial de flétan à Pender Harbour, en Colombie-Britannique. Je représente la quatrième génération de ma famille à exercer ce métier. Je suis fier d'être membre du United Fishermen and Allied Workers' Union depuis le début de ma vie active.

Une grande partie de la valeur générée par nos pêches sur la côte Ouest revient aux titulaires de permis non liés à la pêche et aux détenteurs de quotas. Par exemple, jusqu'à 80 % de la valeur au débarquement du flétan sont consacrés à payer les frais de location au détenteur du quota.

In my case last year, we paid 59% of the landed value of our catch for the quota we leased. In real numbers, we landed \$375,376 worth of halibut, but \$205,201 was paid off the top for access. That is probably the best-case scenario. Imagine if that went into our local economies, and every other fishing enterprise was the same. This virtual robbery makes every other problem we have that much worse.

For fishermen and women, for me, what we do is catch food for the world. That gives us a sense of purpose and pride in our livelihood. What money we earn multiplies in our communities. That's not the case for non-fishing licence and quota holders, the investor class. They want dollars, and much less of that flows into our coastal communities.

This is not a problem on Canada's East Coast, as East Coast fishermen's organizations have kept access to fishing licences and quota in the hands of working fishermen. This shows in the comparative economics of our industries on both coasts over a number of decades.

Fleet separation and owner-operator rules are the basis for the Atlantic fleet's success. The underlying policy contained in the reasoning outlined in the 2020 regulations amending the Atlantic fisheries regulations is as follows:

The Government of Canada's policy objective is for this wealth to remain in the hands of those individuals that actively fish and for the wealth accumulated to be reinvested and spent in coastal communities rather than have it concentrated in the hands of a few wealthy corporations in larger urban centres.

It goes on to talk about vertical integration and other topics. But this policy is specific to the Atlantic provinces and Quebec, not British Columbia. Again, not B.C.

We need this policy to be applied in B.C., proclaimed loudly, in essence, as the B.C. fleet separation and owner-operator policy. Establish a comprehensive beneficial ownership registry for fishing licences and quotas. There, that is the destination. Destination, set. Set a time frame of not too long, and now clear the decks and let us fishermen and women get to work figuring out how to make that transition.

You don't need to worry about the processors and fish buyers, as it is in our interests as fish harvesters that the processors are strong and healthy. The current system puts processors in the

Dans mon cas, l'année dernière, nous avons payé 59 % de la valeur au débarquement de nos prises pour le quota que nous avons loué. En chiffres réels, nous avons débarqué pour 375 376 \$ de flétan, mais 205 201 \$ ont été versés pour payer ce droit d'accès. C'est probablement le scénario le plus optimiste. Imaginez si cet argent avait été injecté dans nos économies locales et si toutes les autres entreprises de pêche avaient fait de même. Ce véritable vol aggrave tous les autres problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Le métier des pêcheuses et des pêcheurs comme moi consiste à nourrir le monde. Cela nous donne le sentiment d'être utiles et nous rend fiers de notre métier. L'argent que nous gagnons se répercute dans nos communautés. Ce n'est pas le cas pour ceux qui détiennent des permis non liés à la pêche et des quotas, c'est-à-dire les investisseurs. Ils veulent de l'argent, et nos communautés côtières bénéficient d'une part moindre de cet argent.

Ce n'est pas un problème sur la côte Est, puisque les organisations de pêcheurs de cette région ont veillé à ce que l'accès aux permis et aux quotas de pêche reste entre les mains des pêcheurs. On le voit clairement dans la comparaison économique de nos industries sur les deux côtes sur plusieurs décennies.

Le succès de la flotte de l'Atlantique repose sur les règles relatives à la séparation des flottilles et aux propriétaires-exploitants. La politique sous-jacente, qui se trouve dans l'exposé des motifs du Règlement de 2020 modifiant le Règlement de pêche de l'Atlantique, est la suivante :

L'objectif de la politique du gouvernement du Canada vise à ce que cette richesse demeure entre les mains de ceux qui pêchent activement et que la richesse accumulée soit réinvestie et dépensée dans les collectivités côtières, plutôt que d'être concentrée entre les mains de quelques riches sociétés dans les grands centres urbains.

La politique aborde ensuite l'intégration verticale et d'autres sujets. Elle concerne toutefois les provinces de l'Atlantique et le Québec, et non la Colombie-Britannique. Je répète qu'elle ne s'applique pas à la Colombie-Britannique.

Cette politique doit être appliquée en Colombie-Britannique et doit être essentiellement présentée comme étant la politique relative à la séparation des flottilles et aux propriétaires-exploitants de la Colombie-Britannique. Il faut créer un registre exhaustif de propriété effective pour les permis de pêche et les quotas. C'est l'objectif. L'objectif est fixé. Déterminons un délai raisonnable, puis laissons les pêcheurs travailler pour trouver une façon d'effectuer cette transition.

Vous n'avez pas à vous soucier des transformateurs et des acheteurs de poisson, car il est dans notre intérêt, en tant que pêcheurs, que les transformateurs soient solides et prospères. Le

middle between quota owners and fishermen, and that is an uncomfortable position.

The fish buyers I fish and pack for are smart, good people who will continue to buy and process at a profit under rules that give fishermen full value and, through us, our communities.

In conclusion, we have been 35 years getting to this mess since the start of individual transferable quotas, and it will take some time to unravel. But we need concrete steps to start now.

Thank you.

The Chair: Thank you, Mr. Cameron. Certainly, no doubt, you have generated some questions.

Senator Busson: I wish to thank both of you for taking the time to be here in person. It is so much more useful when we are face to face, especially talking about such important issues as the West Coast fishery.

I think I am talking for all of my colleagues here on this committee. We were actually quite aghast at the difference between the Pacific and the Atlantic fishery. We understand a little of the history around that, how, at one time, they weren't as different, and that they went in different directions. I won't ask you to give us a history of that because I think it is a political history.

We are certainly concerned about the way it has turned out in British Columbia.

Recently, you referred to the point that we have had other witnesses. We had Melanie Sonnenberg here — you probably know her — talking about the exact same thing, and how it would be so helpful to reinstate the owner-operator/licence-holder regime that exists on the East Coast.

You intimated, Ms. Strobel, that there are a few negative impacts. But other than the one you talked about in your presentation, what would the barriers be to making that happen if we were to make recommendations to do it? What would the barriers be, and, perhaps, what would the next steps be to make it happen and the barriers that people would throw up that would tell us that we shouldn't or couldn't do this?

Ms. Strobel: As far as next steps, I think that what is so important is to have a stated very clear and direct policy objective, which is to say that the objective that applies to the East Coast also applies to the West Coast. It is already

le système actuel place les transformateurs entre les détenteurs de quotas et les pêcheurs, ce qui est une position inconfortable.

Les acheteurs de poisson pour lesquels je pêche et j'emballer mes prises sont des gens intelligents et honnêtes qui continueront à acheter et à transformer nos produits de manière rentable, tout en respectant des règles qui garantissent la pleine valeur de leur production aux pêcheurs et, par notre intermédiaire, à nos communautés.

Pour conclure, cela fait 35 ans que nous nous enfonçons dans ce gâchis depuis la mise en place des quotas individuels transférables, et il faudra du temps pour en sortir. Nous devons prendre des mesures concrètes dès maintenant.

Merci.

Le président : Merci, monsieur Cameron. Il ne fait aucun doute que vous avez suscité quelques questions.

La sénatrice Busson : Je tiens à vous remercier tous les deux d'avoir pris le temps de venir ici en personne. C'est tellement plus efficace lorsque nous nous rencontrons en personne, surtout pour discuter de questions aussi importantes que la pêche sur la côte Ouest.

Je pense parler au nom de tous mes collègues de ce comité. Nous avons été stupéfaits de voir la différence entre la pêche dans le Pacifique et celle dans l'Atlantique. Nous comprenons un peu le contexte historique. À une certaine époque, ces deux pêches n'étaient pas aussi différentes, mais elles ont ensuite pris des directions différentes. Je ne vous demanderai pas de nous raconter cette histoire, car je pense qu'il s'agit d'une histoire politique.

Nous sommes certainement préoccupés par la façon dont les choses ont tourné en Colombie-Britannique.

Récemment, vous avez évoqué le fait que nous avons entendu d'autres témoins. Nous avons reçu Melanie Sonnenberg — vous la connaissez peut-être — qui a abordé exactement le même sujet et souligné à quel point il serait utile de rétablir le régime des propriétaires-exploitants et des détenteurs de permis qui existe sur la côte Est.

Vous avez laissé entendre, madame Strobel, qu'il y aurait quelques répercussions négatives. Mais outre celle que vous avez mentionnée dans votre déclaration, quels seraient les obstacles à la mise en œuvre de cette mesure si nous devions formuler des recommandations en ce sens? Quels seraient les obstacles et, peut-être, quelles seraient les prochaines étapes pour y parvenir ainsi que les objections des gens nous disant que nous ne devrions ou ne pourrions pas le faire?

Mme Strobel : En ce qui concerne les prochaines étapes, je pense qu'il est essentiel de définir un objectif politique très clair, c'est-à-dire que l'objectif qui s'applique à la côte Est s'applique aussi à la côte Ouest. Il est déjà rédigé. Nous n'avons pas à le

written. We do not have to rewrite it. Russell read out from some of it. I have the complete piece here as well. That is the first step.

The position that we are in is that without that objective or direction — this is where we are going; this is what we want it to look like — studies and work that are happening right now are aimless.

We all know from ship metaphors, if you are steering a ship and you do not know where you are going, it is going to take you a lot longer to get there. I think that is what is happening.

What happens is that we get distracted by edge cases, worries and concerns. We say, well, if we look at the lobster fishery in this one particular area, and if you tried to apply that to crab in this specific area, here is why it would not work. This is missing the point.

The point is this: What are the outcome and objective that we are trying to do?

We are trying to achieve that the value of the fishery stays in the hands of working harvesters in coastal communities. Then we will go fishery by fishery and determine which are the tools that we can use to apply. There are so many wonderful examples.

But without that end point — this is where we are going — we continually get lost in these edge cases. And the pushback that comes is because, naturally, businesses that are designed around the existing system are worried. They are worried that, if there are changes, their businesses might not be viable.

As I referenced in my remarks, there are so many excellent examples of fishing communities in Alaska, California and on the East Coast where we have these thriving — I was just in a small town, Cordova, Alaska, a thriving fishing community, a very small community. I actually met with processors when I was there to ask them this: How does this owner-operator regime that you operate here; how does it affect you? Does it inhibit you from operating a successful business? They almost didn't understand the question. They said, "It is not our business to own the access. We provide a service. Fish harvesters will sell their catch to us when we provide a service of value. We do not need to extract wealth by owning the access." It was almost incomprehensible to them.

I found the same thing in California in small communities there where they are exclusively owner-operator. All of us have no problem paying for the services and value that are brought for offload, for all of those services — wholesale, distribution, export, processing — all of these things are real things that the

rédiger à nouveau. M. Cameron en a lu quelques extraits. J'ai le document complet ici. C'est la première étape.

Dans notre situation actuelle, sans cet objectif ou cette orientation — voilà où nous nous dirigeons et voilà ce à quoi nous voulons que la politique ressemble —, les études et les travaux qui sont en cours sont inutiles.

Comme le montrent souvent les métaphores maritimes, si vous êtes à la barre d'un navire sans savoir où vous allez, il vous faudra beaucoup plus de temps pour arriver à destination. Je pense que c'est ce qui se passe.

Nous nous laissons distraire par des cas limites, des inquiétudes et des préoccupations. Nous disons, « Si nous prenons la pêche au homard dans cette zone précise et que vous essayez d'appliquer cela à la pêche au crabe dans cette zone précise, voici pourquoi cela ne fonctionnerait pas ». On est à côté de la plaque.

La question est la suivante : quels sont les résultats et les objectifs que nous cherchons à atteindre?

Nous tentons de veiller à ce que la valeur de la pêche reste entre les mains des pêcheurs dans les communautés côtières. Nous examinerons chaque pêche individuellement et déterminerons les outils que nous pouvons utiliser. Il y a tant d'exemples remarquables.

Mais sans cet objectif — que nous cherchons à atteindre —, nous nous perdons sans cesse dans ces cas limites. Il y a ensuite une résistance parce que, naturellement, les entreprises qui s'appuient sur le système existant sont inquiètes. Elles craignent que, s'il y a des changements, leur entreprise ne soit plus viable.

Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration, il y a de nombreux exemples remarquables de communautés de pêcheurs en Alaska, en Californie et sur la côte Est qui sont florissantes — je me suis rendue récemment dans une petite ville, Cordova, en Alaska, une communauté de pêcheurs très dynamique, bien que de très petite taille. J'ai rencontré des transformateurs durant mon séjour et je leur ai posé la question suivante : quelle incidence ce système de propriétaires-exploitants que vous appliquez ici a sur vous? Vous empêche-t-il de mener vos activités avec succès? Ils ont eu du mal à comprendre la question. Ils ont répondu ceci : « Ce n'est pas notre rôle de détenir les droits d'accès. Nous offrons un service. Les pêcheurs nous vendront leurs prises lorsque nous leur offrons un service de valeur. Nous n'avons pas besoin de nous enrichir en détenant les droits d'accès. » Cela leur semblait presque incompréhensible.

J'ai constaté la même chose en Californie, dans les petites communautés où il n'y a que des propriétaires-exploitants. Nous n'avons aucun mal à payer pour les services et la valeur ajoutée générés par le débarquement, pour tous ces services — vente en gros, distribution, exportation, transformation. Ce sont des coûts

industry pays for in every fishing community. In all of those fishing communities, those businesses are not propped up by leasing access to the fisheries.

Senator Busson: I am hearing from you that there is a bit of urgency in this. I'm not surprised, given that 80% of the profit is already tagged for the investors, that there are enough people left that it is salvageable. Am I putting words in your mouth? Is there an urgency to this?

Ms. Strobel: It's incredibly urgent. Every day, I hear about people who are leaving the fishery and about young people who wish they could fish and they aren't. My son is one of them. He is 18, and having started Skipper Otto meant that he could grow up fishing. He would like to continue to fish, but he looks at the future of that and thinks: How? How can I make a living in an industry where those are the economics? It doesn't make any business sense as a businessperson. How can I recommend someone get into a business that has such uncertainty, such high costs and the money is just not there?

The urgency is very real. I really am not exaggerating when I fear that there won't be an industry left to protect. The multigenerational knowledge that's passed down by my son fishing with his grandfather and his father on the boat, there is no other mechanism for him to learn that. He can't go to the technical institute to learn that knowledge. When that is not passed down, I don't know what we're going to do. We're not going to have an industry to protect.

Senator Busson: Thank you very much.

Senator Dhillon: Thank you, folks, for being here today and for sharing with us not only the concerns that you bring but also concerns that we have already heard.

Ms. Strobel, you spoke about that we need to have an edict with respect to where we want to get to, an objective. Until that is in place, we're sort of flailing in the wind talking about other things that are simply getting in the way of our final outcome. You also spoke about having a runway of 10 years. Can you speak more about what you think is going to happen in 10 years if we don't achieve the goals that we set out for?

Ms. Strobel: Yes. If we don't do something drastic now, in 10 years, we will just continue to see the consolidation of the ownership of licences. We hear that licence brokers have been issued blank cheques by investors who will buy any licence that comes across their desk. As fish harvesters who still do own licences retire, their children can't afford to buy those

réels que l'industrie assume dans toutes les communautés de pêcheurs. Dans toutes ces communautés, ces entreprises ne sont pas soutenues par la location d'un droit d'accès aux pêches.

La sénatrice Busson : Vous dites que la situation est quelque peu urgente. Je ne suis pas surprise, puisque 80 % des profits sont déjà réservés aux investisseurs, mais il reste suffisamment de personnes pour que l'on puisse encore sauver la situation. Est-ce que je vous mets des mots dans la bouche? La situation est-elle vraiment urgente?

Mme Strobel : Elle est extrêmement urgente. Chaque jour, j'entends parler de gens qui quittent le secteur de la pêche et de jeunes qui aimeraient pêcher mais qui ne le font pas. Mon fils est l'un d'eux. Il a 18 ans, et le fait d'avoir lancé Skipper Otto lui a permis de pêcher durant son enfance. Il aimerait continuer de pêcher, mais quand il pense à l'avenir de ce métier, il se demande comment il peut s'y prendre. Comment puis-je gagner ma vie dans une industrie où la situation économique est telle qu'elle est? En tant qu'entrepreneure, cela n'a aucun sens sur le plan commercial. Comment puis-je recommander à quelqu'un de se lancer dans ce secteur où règne une telle incertitude, où les coûts sont élevés et où il n'y a tout simplement pas d'argent à faire?

L'urgence est bien réelle. Je n'exagère vraiment pas quand je dis craindre qu'il ne reste plus d'industrie à protéger. Le savoir transmis de génération en génération, celui que mon fils a acquis en pêchant avec son grand-père et son père sur le bateau, il n'y a aucun autre moyen pour lui de l'apprendre. Il ne peut pas aller à l'institut technique pour acquérir ce savoir. Si ces connaissances ne sont pas transmises, je ne sais pas ce que nous allons faire. Nous n'aurons pas d'industrie à protéger.

La sénatrice Busson : Je vous remercie.

Le sénateur Dhillon : Merci à vous tous d'être ici aujourd'hui et de nous faire part non seulement de vos préoccupations, mais aussi de celles que nous avons déjà entendues.

Madame Strobel, vous avez évoqué la nécessité de définir clairement où nous voulons aller, c'est-à-dire un objectif. Tant que ce ne sera pas fait, nous tournerons en rond en discutant d'autres sujets qui ne font que nous écarter de notre but final. Vous avez également évoqué une période de 10 ans. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce qui, selon vous, va se passer dans 10 ans si nous n'atteignons pas les objectifs que nous nous sommes fixés?

Mme Strobel : Oui. Si nous ne prenons pas dès maintenant des mesures draconiennes, dans 10 ans, nous continuerons simplement de constater la consolidation de la propriété des permis. Nous entendons dire que les courtiers en permis ont reçu des chèques en blanc de la part d'investisseurs prêts à acheter n'importe quel permis qui leur tombe sous la main. À mesure

licences. And for those fishermen who had that as their retirement plan, can't afford to not sell them.

We're just going to see the further and further consolidation of those licences also into unknown hands because we don't have a registry; we don't know who owns the fish in our waters in perpetuity. We don't know who owns that, and we won't be able to get that back. That's going to be a much harder case to get that access back when it's gone. Within 10 years, there will be very little left of any kind of an independent fleet.

We know that the small-scale and the community-based fleet have very different environmental and economic outcomes than what they are often replaced with. They are often replaced with larger-scale factory vessels. If we're talking about using less diesel and using less fuel, we're going to lose those small boats that are more efficient and that are not only bringing the food back to the shores but also all of those social, cultural and economic values.

It is bleak. I do fear that it is almost too late. When I first started talking about this about eight or nine years ago, at that time, we said it was too late, and it was hard to see how we could continue.

Senator Dhillon: Mr. Cameron, do you want to add to that?

Mr. Cameron: It is bleak, and you feel bleak, but we're always hopeful. It won't be my son; he's going to do something else, but I've got lots of nephews and others that could get into this industry with changes, but it is not worth doing right now.

For me, I'm 65, and I want to get out in the next five years, but I don't want my licence and the access that I have to go to investors and to perpetuate this system. I recognize that licence values will have to come down for the transfer to be real, at least in halibut. But that is something that has to happen because the licence value isn't reflected in what you can make fishing. I don't know how it got to that, but that's the way it is.

As a fisherman, I have to lease. I have some, because I've been in it a long time, but you don't have security. I have more security because I have some quota that I can say that I will sell to you if you can broker some for me. But there are guys who have invested in boats and gear who don't have anything. They could only take the price that is given to them or not.

que les pêcheurs qui possèdent encore des permis prennent leur retraite, leurs enfants n'ont pas les moyens de racheter ces permis. Et les pêcheurs qui comptaient sur ces permis pour leur retraite n'ont pas le choix de les vendre.

Nous allons simplement assister à une consolidation accrue de ces permis, qui finiront par passer entre des mains inconnues, car nous n'avons pas de registre. Nous ne savons pas qui détient les droits de pêche à perpétuité dans nos eaux. Nous ne savons pas à qui ils appartiennent, et nous ne pourrions pas les récupérer. Il sera beaucoup plus difficile de récupérer cet accès une fois qu'il aura disparu. D'ici 10 ans, il ne restera pratiquement plus rien d'une flotte indépendante.

Nous savons que les flottilles de petite taille et les flottilles communautaires ont des répercussions environnementales et économiques très différentes de celles qui viennent les remplacer. Les navires sont souvent remplacés par des navires-usines de plus grande taille. Si l'objectif est de réduire la consommation de diésel et de carburant, nous allons perdre ces petits bateaux qui sont plus efficaces et qui ramènent non seulement la nourriture sur les rives, mais apportent également des avantages sociaux, culturels et économiques.

La situation est loin d'être réjouissante. Je crains qu'il soit déjà presque trop tard. Quand j'ai commencé à en parler, il y a environ huit ou neuf ans, nous disions déjà qu'il était trop tard et qu'il était difficile d'imaginer comment nous pourrions continuer.

Le sénateur Dhillon : Monsieur Cameron, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Cameron : La situation est désolante, et c'est décourageant, mais nous gardons toujours espoir. Ce ne sera pas mon fils. Il se tournera vers un autre domaine, mais j'ai de nombreux neveux et il y a d'autres jeunes qui pourraient se lancer dans ce secteur si la situation change, mais ça ne vaut pas la peine pour l'instant.

J'ai 65 ans et je souhaite arrêter de travailler d'ici cinq ans, mais je ne veux pas que mon permis et l'accès que j'ai soient attribués à des investisseurs, ce qui perpétuerait le système. Je reconnais que la valeur des permis devrait baisser pour que ce transfert soit réel, à tout le moins pour le flétan. C'est toutefois un changement nécessaire, car la valeur du permis ne reflète pas les revenus que l'on peut tirer de la pêche. Je ne sais pas comment on en est arrivé là, mais c'est ainsi.

En tant que pêcheur, je dois louer mon quota. J'en ai un peu, car je fais ce métier depuis longtemps, mais on n'a pas de sécurité. J'ai une plus grande sécurité parce que j'ai un quota que je peux vous vendre si vous arrivez à me trouver des acheteurs. Mais il y a des pêcheurs qui ont investi dans des bateaux et du matériel et qui n'ont rien. Ils n'ont d'autre choix que d'accepter le prix qu'on leur propose.

Prawns this year are looking better. The lease prices are probably around \$40,000 just to go out fishing, where last year they were \$70,000 to \$100,000. That is the low end probably. But last year, almost nobody made any money on prawns on the fishing end, and so nobody was willing to go. So that dropped, but it is still way too much. Guys have invested in \$300,000 or \$400,000 boats. I bet they are double that; I don't know. But I'm looking at them from the outside and the fishing gear.

It is a matter of insecurity in the industry and a matter of the value going out and our communities becoming retirement homes for people from the city. Anyway, thank you.

The Chair: Before we go on, why do you think that the lease prices went down?

Mr. Cameron: In prawns last year, the season was shorter. They were so high because the year before that more money was made. It gets to be a bidding war, and you already have investments and things, and so you need to fish. And we're too darn optimistic, saying, "Oh, no, we can do that." So you take that on because you don't have to pay that money up front. Somebody has fronted that for you. You pay for your bait, fuel, whatever, get your crew together, fix your gear up and then go fishing.

Then, at the end of the season, you either — it didn't make sense last year. I mean, it was backwards for some, break even, but it was really high last year because the year before that it was lower, and so more guys wanted to get in. So it just goes up and down. Prawns are an open fishery as well. So you can hope that you will be the high liner and catch the most prawns, and then you would make money.

But if you made the average amount of prawns last year, you were break-even with the average number of prawns caught over the number of licences or underwater. So this year, people were saying no to those leases. So they stood around a little longer and the licence holders or those who brokered them had to come down to the point where it will start. Prawn season opens in early May, so those things are sort of in play now.

Senator Dhillon: So any time I hear of a lack of transparency and blank cheques, all of these things are flags to me.

Cette année, pour le secteur de la crevette, les perspectives sont meilleures. La location de permis coûte probablement environ 40 000 \$ juste pour aller pêcher, alors que l'année dernière, il fallait déboursier de 70 000 à 100 000 \$. Nous avons probablement atteint le minimum. Mais l'année dernière, presque personne n'a fait d'argent avec la pêche à la crevette, alors personne n'était prêt à aller pêcher. Le coût de location a donc diminué, mais il est encore beaucoup trop élevé. Des pêcheurs ont investi dans des bateaux de 300 000 \$ ou 400 000 \$. Je parie qu'ils coûtent le double; je ne pourrais le dire. Je les scrute de l'extérieur et j'examine les engins de pêche.

L'insécurité sévit dans l'industrie, et la valeur quitte nos communautés qui deviennent des maisons de retraite pour les gens de la ville. Quoi qu'il en soit, merci.

Le président : Avant de poursuivre, pouvez-vous nous dire pourquoi, selon vous, les coûts de location ont baissé?

M. Cameron : Dans le cas des crevettes, l'année dernière, la saison a été plus courte. Les prix étaient très élevés parce que, l'année précédente, la pêche a été plus payante. Les pêcheurs font de la surenchère; ils ont déjà fait des investissements et pris d'autres mesures, alors ils doivent pêcher. Et nous sommes trop optimistes, alors nous nous disons : « Oh, nous pouvons y arriver. » Les pêcheurs assument donc cette location parce qu'ils n'ont pas à déboursier d'argent au départ. Quelqu'un leur avance l'argent. Ils achètent leurs appâts, leur carburant — tout ce dont ils ont besoin —, ils réunissent leurs équipages, ils réparent leur équipement et ils partent à la pêche.

Puis, à la fin de la saison, soit ils... L'an dernier, la situation n'avait aucun sens. Ce que je veux dire, c'est que pour certains, c'était l'inverse; certains ont atteint le seuil de rentabilité. Or, la location était très élevée l'année dernière parce que, l'année précédente, les coûts plus abordables avaient convaincu davantage de pêcheurs de se lancer. Par conséquent, les coûts fluctuent. Par ailleurs, la pêche à la crevette est une pêche ouverte. On peut donc espérer être le pêcheur le plus chanceux, pêcher le plus de crevettes, et ainsi faire de l'argent.

Or, quelqu'un qui a pêché la quantité moyenne de crevettes l'an dernier a seulement atteint le seuil de rentabilité étant donné le nombre moyen de crevettes pêchées par rapport au nombre de permis ou de prises sous-marines. Par conséquent, cette année, les pêcheurs ont refusé de louer des permis. Ils ont donc attendu un peu plus longtemps, et les titulaires de permis ou les courtiers ont dû fixer un prix de départ plus faible. La saison de la crevette commence au début de mai, et ces dynamiques se dessinent donc en ce moment.

Le sénateur Dhillon : Donc, chaque mention de manque de transparence et de chèques en blanc doit me mettre la puce à l'oreille.

We heard from DFO that has a memorandum of understanding with FINTRAC and the CRA and that suspected illicit transactions in fisheries are being referred through FINTRACs poaching and fishing program. There are some enforcement actions in British Columbia suggesting that this neural network is beginning to connect.

From your perspective and your experience and what you're seeing on the ground, do you know if this referral-based system actually is identifying and disrupting money laundering, illicit financing or organized criminal activity in the fisheries area?

Mr. Cameron: Personally, I'm not familiar with that. I just look at the value of the halibut quotas compared to what you could make, and think there is a disconnect. Sonia has better insight into that.

Ms. Strobel: Similar to you, I don't have deep, inside knowledge. I don't understand it. But it certainly — as you say, Senator Dhillon — looks suspicious when the kind of money that can be thrown around for this access. I run a business where we buy and sell fish. I cannot imagine how that can be economical. How does one run a business with those kinds of dollars and cents?

I think there are global economic factors at play. There are global markets that I don't play into and so I don't understand. I certainly hear that, that, oh, we have an insatiable market in Japan for prawns this year, for example. So they will buy them all at any price. That may be true.

Certainly, we've had fish harvesters who have leased a licence and gotten three quarters through the season and had the licence owner come back and say, we would like to claw back some of that access because we have a higher bidder now. So a fisherman who was selling to us, who leased that licence, we paid up front for him to access that quota, lost the remaining quarter of it towards the end of the year and couldn't fish. He had already paid all of his costs.

Of course, we had markets for our catch, but we couldn't access that quota. So those kinds of things make me wonder what could be going on; how is this allowed?

Senator C. Deacon: I'm wondering if you can help me on something a little bit more basic.

Nous avons reçu les représentants du MPO — qui a un protocole d'entente avec le CANAFE et l'ARC — qui nous ont dit que les transactions illicites présumées dans les pêches sont renvoyées au programme de braconnage et de pêche du CANAFE. Certaines interventions d'application de la loi en Colombie-Britannique donnent à penser que ce réseau commence à se connecter.

De votre point de vue et selon votre expérience et ce que vous voyez sur le terrain, savez-vous si ce système de renvoi permet réellement de détecter et de perturber le blanchiment d'argent, le financement illicite ou les activités du crime organisé dans le secteur des pêches?

M. Cameron : Personnellement, je ne suis pas au courant de ce programme. J'évalue simplement la valeur des quotas de flétan par rapport aux sommes qu'on pourrait gagner, et je pense qu'il y a un décalage. Mme Strobel en sait plus que moi à ce sujet.

Mme Strobel : Comme vous, je n'ai pas de connaissances approfondies d'initiés. Je ne comprends pas la situation. Mais il est certain — comme vous le dites, sénateur Dhillon — que les sommes qui peuvent être versées pour cet accès semblent suspectes. Je dirige une entreprise qui achète et vend du poisson. Je ne peux pas imaginer comment ces nombres peuvent donner des profits. Comment peut-on gérer une entreprise avec de telles sommes?

Je pense qu'il y a des facteurs économiques mondiaux en jeu. Je ne suis pas active dans les marchés mondiaux, alors je ne comprends pas. J'entends certainement dire, par exemple, que le marché japonais est insatiable pour les crevettes cette année. Les Japonais sont donc prêts à toutes les acheter à n'importe quel prix. C'est peut-être vrai.

Je peux vous dire que des pêcheurs qui ont loué un permis et qui en ont obtenu les trois quarts au cours de la saison se sont fait dire en cours de route par le propriétaire : « Nous aimerions récupérer une partie de cet accès parce que nous avons maintenant un soumissionnaire plus offrant. » Donc, un pêcheur qui nous vendait ses prises, qui louait ce permis et que nous avons payé d'avance pour l'accès à ce quota a perdu le quart restant du permis vers la fin de l'année et a dû arrêter de pêcher. Il avait déjà payé tous les frais.

Bien sûr, nous avons des marchés pour nos prises, mais nous ne pouvions pas avoir accès à ce quota. Donc, ce genre de situation m'amène à me demander ce qui se passe; comment ces revirements sont-ils permis?

Le sénateur C. Deacon : Je me demande si vous pouvez m'aider à comprendre quelque chose d'un peu plus fondamental.

B.C. has gone in a very different direction than the East Coast. The East Coast has some troubling elements to it as well. But is there any justification for things to be run differently on the West Coast than the East Coast? I haven't heard anything yet.

But is there any rationale that you're aware of that says, oh, we need a totally different way of running the system out West on the Pacific coast than on the Atlantic coast?

Ms. Strobel: I think it is totally unconscionable. I do hear that argument that, oh, well, it is a completely different fishery, but I don't see any evidence of that.

I don't see any evidence that there are fundamental differences to fisheries in the Pacific region that make it impossible to run owner-operated fleet-separated fisheries. I don't see any evidence of that.

Mr. Cameron: I certainly don't see any evidence of that. It's just catching fish. Part of it is the timing. When this was strengthening on the West Coast was when our salmon really failed and things were collapsing through the 1990s. So you weren't paying attention to that.

The quota systems had just started after a long fight by fishermen to gain some. It just seemed to be the timing. Then that got entrenched, and it just carried on.

Since 2000, we've been pushing against it more. It just carries on. The entrenched licensing system and cost — it's sort of that. That's where you'll get the pushback. That pushback will come, from my view, as a made-in-B.C. solution. When you hear that, it often means don't do anything.

It's like we'll talk a whole bunch more. We'll consult, and we'll do a lot. When I first started hearing "made in B.C.," that's where it came from. I like to use it here because I like to use it here in a positive sense.

It won't be the same thing for the Pacific as it is in the Atlantic. But it's not the same for every portion of the Atlantic or every fishery. They have different rules all through it. It's not a stamp it with a cookie cutter and it is done. But that is the feeling I get of the people that don't want change there.

Senator C. Deacon: The principles that should underlie how we run our fishery should be identical on the Atlantic coast as they are on the Pacific coast. There can be, obviously, changes in

La Colombie-Britannique a pris une trajectoire très différente de celle de la côte Est. Il y a aussi des réalités troublantes sur la côte Est. Mais y a-t-il une raison justifiant de gérer le système différemment sur la côte Ouest que sur la côte Est? Je n'ai pas encore eu de réponse.

À votre connaissance, y a-t-il une raison pour laquelle le système dans l'Ouest, sur la côte du Pacifique, doit être géré totalement différemment que sur la côte de l'Atlantique?

Mme Strobel : Je pense que c'est tout à fait déraisonnable. J'entends l'argument selon lequel la pêche y est complètement différente, mais je n'en vois aucune preuve.

Rien n'indique que des différences fondamentales dans les pêches de la région du Pacifique font en sorte qu'il est impossible d'avoir une politique de propriétaire-exploitant et de séparation de la flottille. Je ne vois aucune preuve de cela.

M. Cameron : Je ne vois absolument aucun signe que ce serait impossible d'avoir ce régime. L'objectif est simplement de pêcher du poisson. C'est en partie une question de chronologie. Lorsque ce système s'est ancré sur la côte Ouest, notre industrie du saumon a connu une période très difficile et s'est effondrée dans les années 1990. On n'y prêtait donc pas attention.

Les systèmes de quotas venaient tout juste d'être mis en place après une longue lutte des pêcheurs pour en obtenir. Il semble que ce soit ainsi simplement en raison de la chronologie des événements. Ensuite, le système s'est enraciné et s'est simplement poursuivi.

Depuis 2000, nous nous y opposons davantage. Le système ne fait que se perpétuer. Le système de délivrance de permis et les coûts... c'est ainsi qu'on peut résumer la situation. C'est ce qui créera de la résistance. Cette résistance exigera, à mon avis, une solution créée en Colombie-Britannique. Quand on entend de tels propos, il faut souvent comprendre qu'il ne se passera rien.

Il faut en comprendre qu'il y aura beaucoup plus de discussions. Nous mènerons des consultations et nous accomplirons beaucoup de progrès. Lorsque j'ai commencé à entendre l'expression « faite en Colombie-Britannique, » c'est de là que l'idée venait. J'aime l'employer ici parce que j'aime lui donner un sens positif.

La situation ne sera pas identique sur les côtes du Pacifique et de l'Atlantique. D'ailleurs, chaque région ou pêche de l'Atlantique est différente. Les règles diffèrent pour chacune d'entre elles. On ne peut pas tout mettre dans le même moule. Mais c'est l'impression que me donnent les intervenants qui ne veulent pas de changement.

Le sénateur C. Deacon : Les principes qui sous-tendent la façon dont nous gérons nos pêches devraient être les mêmes sur la côte atlantique et sur la côte pacifique. Il peut évidemment y

order to fulfill those principles in different situations. So there's no justification that you're aware of.

In terms of not having a beneficial ownership registry, now Canadian corporations are supposed to be building the beneficial ownership registry federally and in the provinces.

What is the justification, other than privacy? I don't know how anybody justifies it saying "privacy." But have you heard any rationale as to why that should be something that is kept private?

Ms. Strobel: Yes, the argument is privacy. But I don't think what any of us are arguing for is that we should have a public list of the first and last names of all people who own licences and how much they're worth. I don't think anyone is arguing for that.

I think that we're saying that the Government of Canada should know who the beneficial owners of the fish in our waters are. I don't think that's too much to ask. When that was initially undertaken, the survey — there was a survey that you probably have heard about — was a beneficial ownership survey, but it was incorrectly worded. It asked who the licence holder was. The way that was filled out was it was people who had leased a licence.

The results said some 90% of the licences were held by harvesters. It was faulty because it didn't ask who was the beneficial owner; it asked who was holding the licence.

Folks have stopped talking about that study because they've also accepted that, yes, there was some fault to that.

But one of the other problems was that, although it was said that it was mandatory, there were no teeth to mandatory. To me, it seems quite simple. If you have a survey that says who is the beneficial owner — not a numbered company, but who are the beneficial owners of this licence — and a condition of the renewal of that licence for this year is filling it out.

It seems quite simple. If it's not filled out, the licence is not renewed. We've done this in many things. But that was implemented for this. So I simply don't understand how we can defend that.

Senator C. Deacon: The last is offshore ownership. Can you think of a justification why Canada should give away the rights to our offshore fisheries to someone outside of the country? Is there something we can't do in Canada that we're not capable

avoir des variations pour respecter ces principes dans différentes situations. Mais, à votre connaissance, il n'y a aucune justification à cela.

En ce qui concerne l'absence de registre sur les bénéficiaires effectifs, les sociétés canadiennes sont maintenant censées travailler à créer un registre de la propriété effective avec le gouvernement fédéral et les provinces.

Qu'est-ce qui peut justifier de vouloir s'en soustraire, à part la protection de la vie privée? Je ne vois pas comment quelqu'un peut justifier cela par la « protection de la vie privée ». Avez-vous entendu des raisons pour lesquelles cela devrait rester confidentiel?

Mme Strobel : Oui, l'argument est la protection de la vie privée. Mais je ne pense pas que qui que ce soit réclame une liste publique contenant les prénoms et noms de famille de tous les titulaires de permis et de leur valeur. Je ne pense pas que quiconque soit en faveur de cela.

Nous disons simplement que le gouvernement du Canada devrait savoir qui sont les propriétaires bénéficiaires des permis de pêche dans nos eaux. Je ne pense pas que ce soit trop demander. Lorsqu'on a lancé le premier questionnaire sur la propriété effective — il y en a eu un dont vous avez probablement entendu parler —, les questions étaient mal formulées. On demandait qui était le titulaire du permis. Ainsi, les réponses données dans le formulaire indiquaient qui avait un permis.

Selon les résultats, environ 90 % des permis étaient détenus par des pêcheurs, mais c'est inexact, parce qu'on ne demandait pas qui était le propriétaire effectif; on demandait qui détenait le permis.

On a ensuite cessé de parler de cette étude parce que les gens ont également admis qu'effectivement, il y avait une erreur là.

Mais l'un des problèmes, c'est aussi que même si l'on disait que c'était obligatoire, il n'y avait rien de très contraignant. La solution me semble assez simple. S'il y a un formulaire à remplir sur les propriétaires effectifs — pas une société à numéro, mais les bénéficiaires effectifs d'un permis —, il suffirait d'exiger de le remplir pour renouveler le permis l'année suivante.

Cela semble assez simple. S'il n'est pas rempli, le permis n'est pas renouvelé. C'est ainsi pour beaucoup de choses. C'était le but de la démarche, donc je ne comprends vraiment pas comment on peut défendre cela.

Le sénateur C. Deacon : Enfin, il y a la propriété étrangère. Pouvez-vous penser à une raison pour laquelle le Canada devrait céder des droits de pêche hauturière à quelqu'un de l'extérieur du pays? Y a-t-il quelque chose que nous ne pouvons pas faire au

of delivering value on? Has anybody given you any rationale for that?

Ms. Strobel: It has also been explained that the only rationale was a concern around the appearance of a trade war with the U.S. to say if there were U.S. companies that held licences — and if it appeared that Canada was now saying that the U.S. could not own licences — there may be some political pushback there.

Actually, somebody in the fall — I've forgotten who it was — said that they had looked into that and the U.S. also has a cap. I think it was something like 75% of U.S. licences and fisheries have to be owned by U.S. entities. So they do have a cap. I think there would be no worries about saying, well, Canada would like to mirror the same sort of thing.

Other than that, I've heard no reason why we would need to have that sort of level of foreign ownership or foreign ownership of our fisheries.

The Chair: Before we go to the next senator, I'm throwing a few questions out myself.

With regard to corporate ownership of the licences, if the government decided tomorrow to move to the system of owner-operator fleet separation, would they have to purchase back those quotas from the corporate interests that own them now? I'm just wondering. If they decided as a government policy to do that, what process do you guys envision for how that would happen?

Ms. Strobel: I think there have been processes like this on the East Coast where a seven-year timeline was announced. That seven-year timeline was very intentionally chosen because if someone had purchased a licence on the last day possible before the owner-operator, that seven years would allow them the time to earn back not only what they spent on the licence but kind of double their money. It was some figure like that that was worked out.

Yes, if an owner-operator or fleet separation transition is announced with a timeline — something like seven years — then the value of those licences will gradually come down because now your market obviously is smaller. Those owners have the opportunity to sell those licences at some point in there. They have seven years to comply.

We've also seen other jurisdictions where folks who were formerly active harvesters who are now retired individuals were allowed to hold on to their licences until they pass away, but they can't pass them on to other non-fishing family members. We've seen many examples in different jurisdictions where, once

Canada, pour quoi nous ne sommes pas en mesure de produire de la valeur? Quelqu'un vous a-t-il donné une explication à ce sujet?

Mme Strobel : On nous a expliqué que la seule raison à cela est l'apparence de guerre commerciale avec les États-Unis. On nous a dit que s'il y avait des entreprises américaines qui détenaient des permis — et s'il semblait que le Canada déterminait maintenant que les États-Unis ne pouvaient pas posséder de permis —, il pourrait y avoir des conséquences politiques.

En fait, quelqu'un à l'automne — j'ai oublié de qui il s'agit — a dit qu'on avait analysé la question et que les États-Unis avaient également un plafond. Je pense que c'était quelque chose comme 75 % des permis et des pêches, aux États-Unis, qui doivent appartenir à des entités américaines. Il y a donc un plafond. Je pense qu'il n'y aurait pas de problème à dire que le Canada fait simplement la même chose.

À part cela, je n'ai entendu aucune raison valable pour laquelle nous aurions besoin d'autant de propriété étrangère dans nos pêches.

Le président : Avant de passer au prochain sénateur, je vais moi-même poser quelques questions.

Concernant la propriété de permis par des entreprises, si le gouvernement décidait demain matin d'adopter le système des propriétaires-exploitants et de séparation de la flottille, devrait-il racheter ces quotas aux entreprises qui les détiennent actuellement? Je me pose la question. S'il décidait d'en faire la politique gouvernementale, quelle serait la marche à suivre pour que cela se concrétise, selon vous?

Mme Strobel : Je pense qu'il y a eu des décisions en ce sens sur la côte Est, et l'échéancier annoncé était de sept ans. Cette période de sept ans a été très intentionnellement choisie parce que si quelqu'un avait acheté un permis le dernier jour possible avant le propriétaire-exploitant, cette période de sept ans lui donnait le temps de récupérer non seulement ce qu'il a dépensé pour acheter le permis, mais aussi en quelque sorte de doubler sa mise. C'est ce qui a été calculé.

Donc oui, si l'on faisait la transition vers les propriétaires-exploitants ou la séparation de la flottille et qu'on l'assortissait d'un échéancier — quelque chose comme sept ans —, la valeur des permis diminuerait progressivement parce que le marché deviendrait évidemment plus petit. Les propriétaires auraient la possibilité de vendre leurs permis un moment donné. Ils auraient sept ans pour se conformer.

Il y a également des endroits où les anciens pêcheurs actifs à la retraite sont autorisés à conserver leur permis jusqu'à leur décès, mais ils ne peuvent pas le céder à des membres de la famille qui ne pêchent pas. Dans bien des cas, à différents endroits, une fois la date fixée, on en vient à un régime de séparation de la flottille

the date was set, we now have the separated fleet with an owner-operator and these licences, and, of course, that fleet separation could mean that the offshore trawl fleet is not included because it is a highly financialized fishery that requires a lot of capital.

You can come up with what those guidelines are, but you can say that this fishery by this date will now be owner-operated, and we have this time to transition. That has worked, and in all the other jurisdictions it has worked, and those investors have been able to get their money out.

Senator Surette: I'm from the southern part of Nova Scotia, and a large part of my family is in the fishing business. So I understand owner-operator very clearly. I'm kind of surprised what's happening on the Pacific coast. I hadn't been paying too much attention to it.

I would like to go back to how to transition. You mentioned that maybe we shouldn't look at specific fisheries moving forward, but I'm just wondering if it's just too big of a chunk to have a blanket statement. I say that because even at home we have owner-operator, but certain fisheries are more pronounced than others. If you look at the lobster fishery in Nova Scotia, there are thousands of boats, independent fishers and small businesses, and the economic impact on all our coastal communities is significant. So there is no argument there. You've used the term "made in B.C." We've also heard about the West Coast Commercial Fisheries Modernization initiative. We've heard that an independent commission should be created to move this forward.

I'm just wondering if you've been involved in any of those, especially the modernization. The independent commission is just a concept. Have you been involved in the modernization, and is it moving forward? Is it going in the right direction?

Mr. Cameron: It seems to be a stalling tactic, or, at least, it is getting nowhere. We were given some promises that they would pick out two prawns and crab this year, get a group of active fishermen together on each and that much got done. But then no meetings were held, or none beyond setting up the committee. Now we're hearing that there will also be processors, licence holders and others going into those committees, which will make that not a workable thing because you have to be able, as a fisherman, to speak your mind there without worrying about the people from whom you're going to be asking to lease the quota next month to have that sort of hammer over your head. So I think it could, and there is hope for that thing, but it needs to get some backbone from the minister to say, "Get on with it. Get some concrete changes happening now."

et de propriétaires-exploitants, mais bien sûr, la séparation de la flottille peut exclure la flottille de chalutiers hauturiers parce qu'il s'agit d'une pêche hautement financiarisée, qui nécessite beaucoup de capitaux.

Vous pourriez établir des lignes directrices, puis déterminer que telle pêche va passer à un régime de propriétaires-exploitants à partir de telle date, et que nous avons tant de temps pour faire la transition. Cela fonctionne; partout où on l'a fait, cela a fonctionné, et les investisseurs ont pu récupérer leur argent.

Le sénateur Surette : Je viens du sud de la Nouvelle-Écosse, et une grande partie de ma famille travaille dans le secteur de la pêche. Je comprends donc très bien la notion de propriétaire-exploitant. Je suis un peu surpris de voir ce qui se passe sur la côte pacifique. Je n'y avais pas accordé beaucoup d'attention.

J'aimerais revenir sur la façon d'opérer la transition. Vous avez dit que nous ne devrions peut-être pas cibler des pêches précises à l'avenir, mais je me demande si ce n'est pas un trop gros morceau pour établir une politique générale. Je dis cela parce que même chez nous, il y a des propriétaires-exploitants, mais certaines pêches sont plus dominantes que d'autres. Prenons la pêche au homard en Nouvelle-Écosse, il y a des milliers de bateaux, des pêcheurs indépendants et des petites entreprises, et l'impact économique de tout cela sur toutes nos collectivités côtières est énorme. Cela ne fait aucun doute. Vous avez utilisé l'expression « fabriqué en Colombie-Britannique ». Nous avons également entendu parler de l'initiative de modernisation des pêches commerciales de la côte Ouest. Nous avons entendu dire qu'une commission indépendante devrait être créée pour faire avancer les choses.

Je me demande si vous avez participé à l'une ou l'autre de ces initiatives, notamment à la modernisation. La commission indépendante n'est qu'un concept. Avez-vous participé à l'initiative de modernisation? Est-ce que les choses avancent et vont dans la bonne direction?

M. Cameron : Cela semble être de l'attentisme ou, du moins, cela ne mène nulle part. On nous avait promis que deux représentants seraient choisis pour la crevette et deux pour le crabe cette année, qu'un groupe de pêcheurs actifs serait constitué pour chaque pêche et que beaucoup de choses seraient accomplies. Puis, il n'y a eu aucune réunion, ils n'ont que formé un comité. Nous entendons maintenant dire qu'il y a aussi des transformateurs, des titulaires de permis et d'autres personnes qui vont siéger à ces comités, ce qui va rendre le travail impossible parce que les pêcheurs doivent être en mesure de dire ce qu'ils pensent sans se soucier des gens à qui ils vont demander de louer un quota le mois prochain, sans cette épée de Damoclès au-dessus de la tête. Je pense donc que c'est possible, qu'il y a de l'espoir, mais qu'il faut que la ministre se tienne debout et dise : « Allons-y. Apportons des changements concrets dès maintenant. »

Ms. Strobel: Yes. I would say the same thing. Your question was also about what the steps really are. I wouldn't ever argue that it's simple or that it's just a blanket statement that all fisheries should now be this way. There certainly needs to be some work to define a few definitions, such as what an active harvester or a bona fide harvester is, which is the term used on the East Coast. What does that mean in British Columbia? What is British Columbia's equivalent of inshore and offshore? Maybe it's not so simple as vessel length, and we know that has been problematic with climate change and those types of things. Vessel length is not an exact thing. There is some work to define what an inshore fleet is and what fisheries fall under this. I don't think that requires an extraordinary amount of studying to come up with that, and the minister can then make an announcement that we have defined these fisheries as those that will fall under it, and this is the next step, charging the department with the task of designing the process fishery by fishery once we know where we're going with it. We're missing the step that needs to happen.

Senator Surette: I have a follow-up question so I'm following you. When I first heard of the public registry, I just thought this was foreign because I thought what they were looking for in the public registry to figure out who had the quota so that fishers could approach these people to negotiate with them. Is that the case with the public registry? Or is this a tool to move forward as well? There are two different concepts, according to me.

If you want to continue playing the game of purchasing quota and fishing that quota, that's one thing, and the public registry I can fully understand how that could be utilized. But if you're moving toward an owner-operator fleet separation, is the public registry that important at that stage?

Ms. Strobel: In my opinion, no. That's not that important. I think we have sufficient evidence that a sufficient number of those licences are not owned by active harvesters, and that's sufficient evidence to proceed with the transition that needs to happen.

Mr. Cameron: I agree. We need the registry because this process will take some time, and we don't know whom we're dealing with. I think that's where it comes in, and it just seems to me the privilege of being able to fish is something that should be public as to who owns it, and so I can't see, as a fisherman and a licence holder, how that could be private information. There is a sign on the road coming into our house that tells us who lives there.

Mme Strobel : Oui. Je dirais la même chose. Votre question portait également sur la marche à suivre pour en arriver là. Je n'oserais jamais prétendre que c'est simple ou qu'il suffit d'une politique générale et que ce devrait être la même chose pour toutes les pêches. Il y a indéniablement du travail à faire pour établir quelques définitions, comme ce qu'est un pêcheur actif ou un pêcheur authentique, qui est le terme utilisé sur la côte Est. Qu'est-ce que cela signifie en Colombie-Britannique? Quel est l'équivalent de la pêche côtière et de la pêche hauturière en Colombie-Britannique? La différence ne se limite peut-être pas seulement à la longueur des navires, et nous savons que c'est problématique en raison des changements climatiques et de ce genre de choses. La longueur des navires ne relève pas d'une science exacte. Il faut définir ce qu'on entend par flottille côtière et à quelles pêches elle s'applique. Je ne pense pas qu'il faille étudier la question à n'en plus finir pour le déterminer. La ministre pourra ensuite annoncer comment nous avons défini ces pêches et ce qu'elles englobent, puis en quoi consiste la prochaine étape, et charger le ministère d'établir le processus pêche par pêche, une fois que nous saurons où nous nous en allons avec cela. C'est cette étape qu'il manque.

Le sénateur Surette : J'ai une question complémentaire à poser pour bien vous suivre. Lorsque j'ai entendu parler de registre public pour la première fois, je croyais qu'il s'agissait avant tout d'identifier les propriétaires étrangers, parce que je pensais que le but du registre public était de déterminer qui détenait des quotas afin que les pêcheurs puissent s'adresser à eux pour négocier. Est-ce un objectif du registre public? Ou s'agit-il également d'un outil pour modifier ce régime? Ce sont deux concepts différents, selon moi.

Si l'on veut poursuivre le jeu d'achat de quotas et de pêche par quota, c'est une chose, et je peux tout à fait comprendre comment le registre public pourrait être utilisé, alors. Mais si l'on veut plutôt effectuer un virage vers la séparation des flottilles de propriétaires-exploitants, le registre public est-il si important à ce stade?

Mme Strobel : À mon avis, non. Ce n'est pas si important. Je pense que nous avons suffisamment de preuves qu'un nombre suffisant de permis n'appartiennent pas à des pêcheurs actifs, et c'est suffisant pour procéder à la transition qui doit avoir lieu.

M. Cameron : Je suis d'accord. Nous avons besoin de ce registre parce que le processus va prendre un certain temps et que nous ne savons pas à qui nous avons affaire. Je pense que c'est là l'intérêt, et il me semble que l'information sur qui a le privilège de pouvoir pêcher, sur l'identité des propriétaires de permis devrait être du domaine public. En tant que pêcheur titulaire de permis, je ne vois pas pourquoi ce pourrait être un renseignement privé. Il y a un panneau sur la route qui mène à notre maison qui dit que c'est nous qui vivons là.

Senator Surette: Is information truly transparent? In other words, could I have my name on a licence that would show up on the public registry, but I'm financed by somebody who has a controlling agreement on me?

Mr. Cameron: We keep saying beneficial, and I don't know how we can come to there, but that's why "beneficial" always comes into it because we want to know who has control. I don't know how that would work.

Senator Surette: Thank you.

Senator Cuzner: I just have two comments and then a question. We started out doing a study on the East Coast fishery and owner-operator with the fear that there were pressures on that system. Then we evolved into the West Coast, and it has really given us a sense of urgency that we can't take anything for granted on the East Coast either as we look at the example of the West Coast. The other comment is that I think we're still not in bad shape in Atlantic Canada with getting new, young fishers in because they see the opportunity not just to make a decent living but to build equity in their enterprise, and that's something that doesn't provide that opportunity on the West Coast.

We appreciate your concerns.

Some of the testimony that we've heard has been really troubling, with the intimidation or the fear of people speaking out. You sort of alluded to, Mr. Cameron, the concern that people don't want to speak out against the current system for fear of losing access to that privilege. Has that been the experience of the people that you represent in the halibut sector as well?

Mr. Cameron: Yes, that is definitely a worry for people. If you don't have your own quota, which I got from being a fisherman when it came in, you don't have very much to play with there. So you can't say a lot or you're worried about saying a lot. I definitely think that's the case.

Ms. Strobel: It is absolutely the case. We have fish harvesters who have experienced this personally because they work with us at Skipper Otto's community supported fishery and because I'm vocal and I speak about this. They have experienced that backlash because they are associated with me. We have experienced the backlash as well.

Senator Cuzner: What kind of form do the threats take? Do they say, shut your yap or you're going to be digging clams next year?

Le sénateur Surette : L'information est-elle vraiment transparente? Autrement dit, est-ce que mon nom pourrait figurer sur un permis qui figurerait dans le registre public, même si j'étais financé par quelqu'un qui a une entente de contrôle sur moi?

M. Cameron : On ne cesse de parler des bénéficiaires, mais je ne sais pas comment nous pouvons arriver à obtenir l'information. Chose certaine, c'est pourquoi on revient toujours au concept de « bénéficiaire », parce que nous voulons savoir qui a le contrôle. Je ne sais pas comment cela pourrait fonctionner.

Le sénateur Surette : Merci.

Le sénateur Cuzner : J'ai deux commentaires à faire, après quoi j'aurai une question à poser. Nous avons commencé par mener une étude sur les pêches de la côte Est et les propriétaires-exploitants, car nous craignons qu'il y ait des pressions sur ce système. Ensuite, nous nous sommes intéressés à la côte Ouest, et cela nous a vraiment permis de saisir l'urgence de la situation et le fait que nous ne pouvons rien tenir pour acquis sur la côte Est non plus, si nous prenons l'exemple de la côte Ouest. L'autre commentaire que je veux faire, c'est que je pense que nous ne sommes pas encore en si mauvaise posture non plus au Canada atlantique, pour ce qui est d'attirer de nouveaux jeunes pêcheurs, parce qu'ils voient la possibilité non seulement de gagner décemment leur vie, mais aussi de s'enrichir grâce à leur entreprise, une possibilité qui n'existe pas sur la côte Ouest.

Nous comprenons vos préoccupations.

Certains témoignages que nous avons entendus sont vraiment troublants, notamment en ce qui concerne l'intimidation ou le fait que les gens ont peur de s'exprimer. Vous avez fait un peu allusion, monsieur Cameron, au fait que les gens ne veulent pas dénoncer le système actuel par crainte de perdre l'accès à ce privilège. Est-ce aussi l'expérience des gens que vous représentez dans le secteur du flétan?

M. Cameron : Oui, les gens ont effectivement peur de s'exprimer. Les pêcheurs qui n'ont pas leurs propres quotas n'ont pas beaucoup de marge de manœuvre. J'ai obtenu le mien parce que j'étais déjà pêcheur lorsque ce régime est entré en vigueur. Ils ne peuvent donc pas dire grand-chose ou ils ont peur de parler. Je pense que c'est vraiment une réalité.

Mme Strobel : Tout à fait. Certains de nos pêcheurs le vivent personnellement, parce qu'ils travaillent avec nous à la Skipper Otto Community Supported Fishery et parce que j'en parle haut et fort. Ils en subissent les contrecoups parce qu'ils sont associés à moi. Nous en subissons également les contrecoups.

Le sénateur Cuzner : Quelle forme prennent les menaces? Est-ce qu'ils vous disent de vous taire, faute de quoi vous allez pêcher des palourdes l'année prochaine?

Ms. Strobel: I mean, yes, essentially. Many folks are told that if they want to keep leasing their licence, then they won't speak out against this sort of thing. Also, they're told that this speaking in favour of owner-operator is going to harm them because they're going to have to come up with \$1 million or \$2 million to buy these licences. "You don't want that, do you?" That kind of "you need us to do this," and they'll outline all the problems. They're not true from the Atlantic examples or California or Alaska or other places. It doesn't have to be so hard for fisher harvesters; it would be so much better.

Yes, there is definitely that sort of narrative. So I do want to be careful what I say because I recognize that the industry is built on the hard work of lots of different businesses that all play important roles, but certainly no one should feel intimidated and not able to speak truthfully, especially in a situation like this, to speak to our own government about what the realities are on the fishing grounds. Certainly, for harvesters, this is a well-known situation, and it's why the West Coast modernization process has been plagued by problems because when harvesters have been in the same room with other licence owners/investors, they can't speak freely. We've heard from the folks who were hosting those that they have learned that. They see that what they hear in private is completely different from what they hear in those rooms because they can't speak freely.

Senator Cuzner: Does the bulk of the group, do they understand — Jim Pattison holds a significant — is there an association of the licence holders as well?

Mr. Cameron: In the BC Seafood Alliance, most of the licence holders and the different groups — like in halibut, there is a management association; they're members of that. That seems to be the body that at least I see publicly fronting the argument that things are pretty good, and a B.C.-made solution to do nothing is what I hear from them.

Senator Cuzner: Thank you.

Senator Greenwood: Thank you for coming. My questions are really basic because I haven't been at all of the meetings. Maybe I'll just ask them, and both of you can respond.

In part, my colleagues here have touched on them. I want to ask how much of the fishing industry on the B.C. coast is owned by investors. Now, if you don't have a public registry which would identify who actually holds it but who is investing in it, then you don't have the baseline data that you need to bring that

Mme Strobel : En gros, oui. Beaucoup de gens se font dire que s'ils veulent continuer de louer leur permis, ils ne doivent pas dénoncer ce genre de choses. De plus, on leur dit que le fait de prendre position en faveur d'un régime de propriétaires-exploitants va leur nuire parce qu'ils vont devoir trouver 1 ou 2 millions de dollars pour acheter ces permis. « Vous ne voulez pas cela, n'est-ce pas? » C'est un peu comme si les propriétaires leur disaient qu'ils ont besoin d'eux pour cela, et qu'ils vont signaler tous les problèmes. Ce n'est pas vrai dans l'Atlantique, en Californie, en Alaska ni ailleurs. Ce n'est pas nécessaire que tout soit si difficile pour les pêcheurs; ce serait tellement mieux autrement.

Oui, il y a certainement ce genre de discours. Je veux donc faire attention à ce que je dis, car je reconnais que l'industrie s'est construite grâce au travail acharné de nombreuses entreprises qui jouent toutes un rôle important, mais il est certain que personne ne devrait se sentir intimidé et muselé, surtout dans une situation comme celle-ci. Nous devons pouvoir parler franchement à notre propre gouvernement des réalités que nous visons sur les lieux de pêche. Il est certain que pour les pêcheurs, c'est une situation bien connue, et c'est pourquoi le processus de modernisation de la côte Ouest a été miné par ce genre de problèmes, parce que quand les pêcheurs se sont retrouvés dans la même pièce que les autres propriétaires de permis ou investisseurs, ils ne pouvaient pas parler librement. Les gens qui tenaient ces consultations nous ont dit qu'ils avaient appris de cela. Ils se rendent compte du fait que ce qu'ils entendent en privé est complètement différent de ce qu'ils entendent dans ces salles parce qu'ils ne peuvent pas parler librement.

Le sénateur Cuzner : Est-ce que la majeure partie du groupe comprend qu'il y a aussi une association des titulaires de permis? Jim Pattison détient une part importante des permis.

M. Cameron : Au sein de la BC Seafood Alliance, la plupart des titulaires de permis et des différents groupes — pour le flétan, par exemple — ont une association de gestion, ils en sont membres. Il semble que ce soit l'organisme que je vois, pour ma part, en tout cas, présenter publiquement l'argument selon lequel les choses vont plutôt bien. D'après ce que j'entends, il semble militer pour une solution conçue en Colombie-Britannique qui consiste à ne rien faire.

Le sénateur Cuzner : Merci.

La sénatrice Greenwood : Je vous remercie de votre présence parmi nous. Mes questions vont vraiment à la base, car je n'ai pas assisté à toutes les réunions. Je peux peut-être simplement les poser, et vous pourrez tous deux y répondre.

Mes collègues ici présents en ont un peu parlé. J'aimerais savoir quelle proportion de l'industrie de la pêche de la côte de la Colombie-Britannique appartient à des investisseurs. Ensuite, s'il n'y a pas de registre public pour indiquer qui détient des permis et qui investit dans l'industrie, alors on ne dispose pas des

forward. But you did say that there is enough knowledge that you know.

I would like to know, is it 80% of the industry that is held by investors? Is it 50%? When you're thinking about transition and change, that's really hard to do if this group of people hold a lot of power. It's like a commercial lobby because they're going to influence.

That took me to the question: What is the role of Fisheries and Oceans? If you're looking for policy or legislative change, then what is their role in this whole complex issue that's unfolding or has unfolded? I don't know the history so I could be asking questions that are —

Senator Surette: You can ask Senator Deacon about DFO.

The Chair: Not this evening.

Senator Greenwood: The intimidation that happens will continue until you have transparency, and when you have transparency, then you can push on government and reveal.

So where are you in all of this? I'm really curious to know how much of the fisheries are really actually owned by investors.

Ms. Strobel: We would all like to know that.

Senator Greenwood: Okay. What's your best guess?

Ms. Strobel: Certainly, I know of an example where Ecotrust Canada did a forensic dig just to track one licence, and the amount of resources that went through to try to track who was the actual beneficial owner of that licence was huge. That's why I bring that up. I don't know that it makes sense for this government to dedicate the kind of resources that it would take to do that level of forensic analysis to understand who's behind every numbered company all the way back to trace the dollars and who is actually benefiting from that, to simply know that without some kind of policy that says we must know who that is and the condition of the licence is you must be a bona fide fish harvester. Short of that, I don't know how you're going to get that information.

Senator Greenwood: Does the individual owner know that? If you're a fisherman, do you know who invested if you took an investment into your fishing?

Ms. Strobel: Do you mean who we're leasing from? If you were going to lease a licence, do you know who owns it?

données de base pour en juger. Mais vous avez dit qu'il y avait suffisamment d'informations pour que vous le sachiez.

J'aimerais savoir si les investisseurs détiennent 80 % de l'industrie. Est-ce 50 %? Vous parlez de transition et de changement, mais ce sera très difficile à réaliser si ce groupe de personnes détient beaucoup de pouvoir. C'est comme un lobby commercial, parce que les investisseurs vont exercer leur influence.

Cela m'amène à la question suivante : quel est le rôle de Pêches et Océans Canada? Si vous souhaitez des modifications politiques ou législatives, quel est le rôle du ministère dans la situation complexe qui est en train de se jouer ou qui s'est déroulée? Je ne connais pas l'historique, alors je pourrais poser des questions qui sont...

Le sénateur Surette : Vous pouvez poser des questions au sénateur Deacon au sujet du MPO.

Le président : Pas ce soir.

La sénatrice Greenwood : L'intimidation se poursuivra jusqu'à ce qu'il y ait de la transparence, et quand il y a de la transparence, on peut faire pression sur le gouvernement et révéler des choses.

Où en êtes-vous dans tout cela? Je suis vraiment curieuse de savoir dans quelle mesure les permis appartiennent réellement à des investisseurs.

Mme Strobel : Nous aimerions tous le savoir.

La sénatrice Greenwood : D'accord. Quelle est votre meilleure estimation?

Mme Strobel : Je connais certainement un exemple où Ecotrust Canada a effectué une fouille judiciaire simplement pour suivre un permis, et la quantité de ressources qui ont été déployées pour essayer de savoir qui était le propriétaire effectif de ce permis était énorme. C'est la raison pour laquelle j'en parle. Je ne sais pas s'il est logique que le gouvernement consacre le genre de ressources qu'il faudrait pour effectuer ce niveau d'analyse judiciaire afin de comprendre qui se cache derrière chaque société à numéro depuis le début pour retracer les dollars et qui en bénéficie réellement, pour simplement savoir qu'en l'absence d'une politique qui dit que nous devons savoir de qui il s'agit et que la condition du permis est que vous devez être un pêcheur de bonne foi. Autrement, je ne sais pas comment vous obtiendrez cette information.

La sénatrice Greenwood : Le propriétaire individuel le sait-il? Si vous êtes pêcheur, savez-vous qui a investi dans votre pêche?

Mme Strobel : Vous voulez dire de qui nous louons? Si vous deviez louer un permis, sauriez-vous à qui il appartient?

Mr. Cameron: No, I don't know. It comes through the fish company. They don't own it either or, at least, in most cases, they don't own it. They have the contacts, and they put the money up, pay the licence holder the amount of dollars at the start of the season, and then they can give me the licence later. I also own quota, and a lot of fishermen own quota and a lot of past fishermen, but for all that quota, in halibut, there is a big lease cost, and it is 50% or more than for at least even a little.

So even the best-case scenario is that 50% is coming out of the pockets of the crew and the boat before it's settled. So we need the change to push back against that.

The Chair: I'm from Newfoundland and Labrador, and I thought we had some issues. You mentioned in your opening remarks that your revenue last year was \$300,000. So 59% of that, if memory serves me correctly, you said you paid for the lease, which was over \$200,000.

Mr. Cameron: It didn't work out to 59% because there was a lot of quota that went in there at 50%, which was quota owned. But for any one trip, it was a full 59%; overall, it worked out to 53%. Out of the 150 different boats that go out, that is one of the lower ones as far as I know.

The Chair: Just so I'm clear, you go to a processor — I guess there is a broker involved, whoever owns the licence — and the licence is leased to you. The processor pays up front to the licence holder, whoever that is. Then when you catch your product, what he paid to the lease owner is deducted from your revenue, which brings up to around 50% plus?

Mr. Cameron: Yes, well plus of 50%.

The Chair: It's beyond me how you're in business.

Mr. Cameron: Halibut is healthier only because of the value of halibut right now, but that has fluctuated over the years. In 1998, the price of halibut was about \$2.25 a pound. Leases of halibut quota were \$1.85. There was an expectation that the halibut price would be over \$3.50 or \$4.00. I forget what the problem was in 1998. I just remember there were guys going out fishing for a quarter, and they went out — the ones that did — because they were going to be in the industry next year; and if they didn't, they wouldn't get halibut that year or they would have less access to fish.

Senator Boudreau: Thank you to the witnesses for being here. I'm Victor Boudreau, a senator from New Brunswick. I apologize for showing up late and missing your introductory remarks.

M. Cameron : Non, je ne le sais pas. Cela passe par l'entreprise de pêche. Le permis ne lui appartient pas non plus ou, du moins, dans la plupart des cas, il ne lui appartient pas. Ils ont les contacts, et ils investissent l'argent, paient le titulaire de permis au début de la saison, puis ils peuvent me donner le permis plus tard. Je possède également un quota, et beaucoup de pêcheurs possèdent un quota et beaucoup de pêcheurs antérieurs, mais pour tout ce quota de flétan, il y a un coût de location important, et il est de 50 % ou plus que pour au moins un peu.

Donc, même dans le meilleur des cas, 50 % de l'argent vient des poches de l'équipage et du propriétaire du bateau avant que la question ne soit réglée. Nous avons donc besoin d'un changement pour contrer cela.

Le président : Je viens de Terre-Neuve-et-Labrador, et je pensais que nous avions des problèmes. Vous avez mentionné dans votre déclaration préliminaire que vos revenus de l'an dernier étaient de 300 000 \$. Donc, avec 59 % de ce montant, si ma mémoire est bonne, vous avez dit que vous avez payé le bail, qui était de plus de 200 000 \$.

M. Cameron : Cela n'a pas fonctionné à 59 %, parce qu'il y avait beaucoup de quotas qui étaient détenus à 50 %. Mais pour chaque voyage, c'était 59 %; dans l'ensemble, et cela revenait à 53 %. Sur les 150 bateaux qui partent en mer, c'est l'un des baux les plus bas, à ma connaissance.

Le président : Pour que ce soit bien clair, vous vous adressez à un transformateur — je suppose qu'il y a un courtier en cause, peu importe qui est propriétaire du permis — et le permis vous est loué. Le transformateur paie immédiatement le titulaire du permis, peu importe de qui il s'agit. Ensuite, lorsque vous attrapez votre produit, ce qu'il a payé au propriétaire du bail est déduit de vos revenus, ce qui représente environ 50 % et plus?

M. Cameron : Oui, bien plus de 50 %.

Le président : Je ne comprends pas comment vous êtes en affaires.

M. Cameron : La pêche du flétan est en meilleure santé uniquement en raison de sa valeur actuelle, mais elle a fluctué au fil des ans. En 1998, le prix du flétan était d'environ 2,25 \$ la livre. Les baux de quotas de flétan étaient de 1,85 \$. On s'attendait à ce que le prix du flétan dépasse 3,50 \$ ou 4 \$. Je ne me rappelle pas quel était le problème en 1998. Je me souviens simplement qu'il y avait des gars qui partaient pêcher pendant un quart, et ils se sont retirés — ceux qui le faisaient — parce qu'ils allaient revenir dans l'industrie l'an prochain; et s'ils ne le faisaient pas, ils ne pêchaient pas de flétan cette année-là ou ils avaient moins accès au poisson.

Le sénateur Boudreau : Je remercie les témoins de leur présence. Je suis Victor Boudreau, sénateur du Nouveau-Brunswick. Je m'excuse d'être arrivé en retard et d'avoir manqué votre déclaration préliminaire.

To follow up on my colleague Senator Cuzner's question. We started this discussion as a committee. We wanted to look at the Atlantic fisheries. I think we're all big fans of the owner-operator fleet separation program, but then realized there are issues with it.

Then the suggestion was made to look at the Pacific coast as well. I want to talk about both. My question will lead there.

When we are talking about some of the challenges that we're having on the Atlantic coast, whether it be controlling agreements, unreported sales, organized crime and those types of things, everybody says just follow the money. Follow the money and then you are going to be able to figure out the answers to all of these questions.

The Pacific coast, I would say, is more of a mess than the Atlantic coast. It still boggles my mind that there is nobody in government who can produce this registry.

I know you mentioned that in your mind that wasn't necessarily worth the effort, but, again, wouldn't the same kind of follow-the-money approach answer a lot of questions?

This registry, if you follow the money, are you going to eventually find out who is benefiting from it at the end of the day? To me, that should be priority number one. I don't understand why you wouldn't see it that way.

Ms. Strobel: If I could wave a magic wand and have that appear tomorrow, I would absolutely want to see that. My skepticism is that it will never happen, that the costs it would take and the time it would take to achieve that would drag this out for another decade. If it could be done this year, you have my full support. I would love to see that happen. It is just my worry that we'll get hung up. I've seen this happen before; we get hung up on things. First, we'll study this. When we have the answer to this, we'll take another look at it. Then there is an election, a new minister, this and that changes and we're still sitting here, holding the bag. These are desperate times. We cannot wait for that.

Senator Boudreau: If the government tomorrow morning said, okay, we're going to take the owner-operator fleet separation policy we have in Atlantic Canada and apply it to the Pacific coast, the first thing we need to figure out is whom are we going to be buying these licences from to be able to transfer them to owner-operator fishers? It seems to me that it is inevitable that this registry needs to materialize at some point, even if we did want to take that policy and apply it to the Pacific

Je vais poursuivre dans la même veine que mon collègue, le sénateur Cuzner. Nous avons entamé cette discussion en tant que comité. Nous voulions nous pencher sur les pêches de l'Atlantique. Je pense que nous sommes tous de fervents partisans du programme des propriétaires-exploitants et de la séparation de la flottille, mais nous nous sommes rendu compte qu'il posait des problèmes.

Ensuite, il a été suggéré d'examiner également la côte du Pacifique. Je veux parler des deux. Ma question va en ce sens.

Lorsque nous parlons de certains des défis que nous avons sur la côte atlantique, qu'il s'agisse d'accords de contrôle, de ventes non déclarées, du crime organisé et de ce genre de choses, tout le monde dit qu'il suffit de suivre la trace de l'argent. Suivez l'argent, et vous serez alors en mesure de trouver les réponses à toutes ces questions.

Je dirais que la côte du Pacifique est plus chaotique que la côte de l'Atlantique. Je n'arrive toujours pas à comprendre qu'il n'y ait personne au gouvernement qui puisse créer ce registre.

Je sais que vous avez mentionné que, à votre avis, cela ne valait pas nécessairement l'effort requis, mais, encore une fois, le même type d'approche de suivi de l'argent ne répondrait-il pas à beaucoup de questions?

À propos de ce registre, si vous suivez l'argent, allez-vous finir par découvrir qui en bénéficie au bout du compte? À mon avis, cela devrait être la priorité absolue. Je ne comprends pas pourquoi on ne verrait pas les choses de cette façon-là.

Mme Strobel : Si je pouvais agiter une baguette magique et faire en sorte que ce registre apparaisse demain, je voudrais absolument que cela se produise. Mais je suis sceptique et je crains que cela ne se produise jamais, que les coûts et le temps qu'il faudrait pour y parvenir fassent traîner les choses pendant une autre décennie. Si cela pouvait se faire cette année, vous auriez mon plein appui. J'aimerais beaucoup que cela se produise. Je crains simplement que nous soyons bloqués. J'ai déjà vu cela se produire; nous sommes obnubilés par les choses. Premièrement, nous allons étudier cela. Lorsque nous aurons la réponse à cette question, nous y jetterons un autre coup d'œil. Puis, il y a des élections, un nouveau ministre, ceci et cela changent, et nous sommes toujours là à payer la note. Nous traversons une période désespérée. Nous ne pouvons pas attendre.

Le sénateur Boudreau : Si le gouvernement disait demain matin : « D'accord, nous allons prendre la politique sur les propriétaires-exploitants et la séparation de la flottille que nous avons au Canada atlantique et l'appliquer à la côte du Pacifique, la première chose que nous devons déterminer, c'est auprès de qui nous allons acheter ces permis pour pouvoir les transférer aux propriétaires-exploitants? » Il me semble qu'il est inévitable que ce registre se concrétise à un moment donné, même si nous

coast. Otherwise, we don't know whom we are dealing or negotiating with.

Ms. Strobel: I don't think that the government negotiates to get those licences back. The way this happens is that you define what a bona fide fish harvester is. In some provinces, there has been a professionalization that says, okay, this is what you do to prove that you are an active fish harvester, and that is what is done to renew your licence, and if you want to renew your licence, you have to —

Senator Boudreau: There have been licence buybacks on the Atlantic coast as well as a part of the solution, but, yes.

Mr. Cameron: It is making the conditions that licences have to be sold and the pool that buys them is active commercial fishermen. Those values have to come down. And they will come down. There need to be loan guarantees. There needs to be a lot of backup to that. I think that what we're saying is that, first, we have to point in the direction and ensure that people believe that's happening so they start thinking about that and making their investments. If you can stop the sales to non-Canadian and to processors, at least the problem stays in one place. It doesn't get worse while we're carrying on.

Senator Boudreau: Thank you.

Senator Busson: Thank you very much. I'm probably repeating the obvious. I think we're all a little gobsmacked about some of the things that you are saying about the registry, et cetera. It may be a poor analogy, but the Canadian fisheries on the East Coast and the West Coast are Canadian assets as far as I'm concerned. They belong to Canadians. The analogy for me is that if all of a sudden we weren't allowed to know who was pumping oil out of Alberta or who was putting in wells in Newfoundland and Labrador, and we weren't allowed to know anything more than it is big money, we would be out of our minds. Yet we have this industry, an important Canadian asset, and reading between the lines on this registry, the pushback on that is because it is big business.

This is perhaps a bit of a leap, but in any other industry where these kinds of billions of dollars exchange hands, it is rife for money laundering and those kinds of things. I'm just venting about how frustrated we all are in this room. I think I speak for everybody.

Am I right in using those kinds of analogies as to how misappropriated our Canadian asset has become?

Ms. Strobel: Yes, 100%. This is the same analogy that I often make. Whenever I explain this situation, everyone is gobsmacked. Canadians are horrified when they realize that this

voulions prendre cette politique et l'appliquer à la côte du Pacifique. Sinon, on ne sait pas avec qui on fait affaire ou avec qui on négocie.

Mme Strobel : Je ne pense pas que le gouvernement négocie pour récupérer ces permis. Pour ce faire, il faut définir ce qu'est un pêcheur de bonne foi. Dans certaines provinces, il y a eu une professionnalisation qui permet de dire, d'accord, voici comment prouver que vous êtes un pêcheur actif, et c'est ce qu'il faut faire pour renouveler votre permis, et si vous voulez renouveler votre permis, vous devez...

Le sénateur Boudreau : Il y a eu des rachats de permis sur la côte atlantique aussi, comme partie de la solution, mais oui.

M. Cameron : Cela permet d'établir les conditions selon lesquelles les permis doivent être vendus et que le bassin qui les achète est composé de pêcheurs commerciaux actifs. Ces chiffres doivent baisser. Et ils baisseront. Il faut des garanties de prêts. Il doit y avoir beaucoup de mesures de soutien. Je pense que ce que nous disons, c'est que, premièrement, nous devons indiquer la voie à suivre et veiller à ce que les gens croient que c'est ce qui se passe, afin qu'ils commencent à y réfléchir et à faire leurs investissements. Si vous pouvez arrêter les ventes à des non-Canadiens et à des transformateurs, au moins le problème reste à un seul endroit. La situation ne s'aggrave pas pendant que nous continuons.

Le sénateur Boudreau : Merci.

La sénatrice Busson : Merci beaucoup. Je répète probablement l'évidence. Je pense que nous sommes tous un peu estomaqués par certaines des choses que vous dites au sujet du registre, et cetera. C'est peut-être une mauvaise analogie, mais les pêches canadiennes sur la côte Est et la côte Ouest sont des actifs canadiens en ce qui me concerne. Elles appartiennent aux Canadiens. L'analogie pour moi, c'est que si, tout à coup, nous n'avions pas le droit de savoir qui pompe du pétrole en Alberta ou qui installe des puits à Terre-Neuve-et-Labrador, et que nous n'avions pas le droit de savoir quoi que ce soit d'autre que c'est beaucoup d'argent, nous n'en reviendrions pas. Pourtant, nous avons cette industrie, un atout canadien important, et si on lit entre les lignes de ce registre, la résistance à cet égard tient au fait qu'il s'agit de grosses affaires.

C'est peut-être exagéré, mais dans toute autre industrie où l'on s'échange des milliards de dollars, c'est propice au blanchiment d'argent et à ce genre de choses. Je ne fais que me défouler à propos de la frustration que nous ressentons tous dans cette salle. Je pense que je parle au nom de tout le monde.

Ai-je raison d'utiliser ce genre d'analogies pour montrer à quel point notre actif canadien est devenu détourné?

Mme Strobel : Oui, à 100 %. C'est la même analogie que je fais souvent. Chaque fois que j'explique cette situation, tout le monde est estomaqué. Les Canadiens sont éberlués lorsqu'ils se

is possible in this industry. They think that this would never happen in Canada.

Senator Busson: Other large companies get fined for fixing the price of bread.

Ms. Strobel: Right.

Senator Busson: I'm sorry, I cut you off.

Ms. Strobel: You are absolutely right. Everything you have said is true. I think we have felt really lonely out in the Pacific region feeling like no one realizes. They say, yes, we have to work on enforcing our owner operator, too, and we're like, no, no, you do not understand. We do not have that. It has been frustrating and isolating, as I say. For eight or nine years, we have been coming out to Ottawa, talking to the House of Commons. This is not my job. I'm not a lobbyist. I'm not paid to do this. But it needs to be known. People need to know this is what we are living with. It does not align with Canadian values and how we govern our resources, which are the public resources and the property of all Canadians. It doesn't align.

Senator Busson: Thank you.

The Chair: Thank you. Gobsmacked is an understatement.

Senator C. Deacon: I would love Senator Surette to go ahead of me. He is smarter than I am.

Senator Surette: I will not be that long. Am I right to say that in some fisheries it would be easier than others to figure out who owns the quota, i.e., from my understanding, the herring fishery, one person, one group, owns 80%? That would be an easy one to attack, correct?

Mr. Cameron: There are many licences held by fishermen and other groups, but, largely, it shouldn't be hard. They are listed. It shouldn't be hard to figure this out. You might not get to the deepest thing on the corporation that you are talking about there, the Canadian Fishing Company, I'm assuming.

But even without all of the beneficial details, just the people who own them are not enough. But that says a lot.

Senator Surette: My question was to you, Ms. Strobel. The reason why you created what I think is referred to as a community-supported fishery back in 2008, if I read that properly, was you are representing 40 independent fishers I think you have mentioned. I am assuming that none of them are owner-operators and so they are all buying quotas.

rendent compte que c'est possible dans cette industrie. Ils pensent que cela ne se produirait jamais au Canada.

La sénatrice Busson : D'autres grandes entreprises reçoivent des amendes pour avoir fixé le prix du pain.

Mme Strobel : En effet.

La sénatrice Busson : Je suis désolée, je vous ai interrompue.

Mme Strobel : Vous avez tout à fait raison. Tout ce que vous avez dit est vrai. Je pense que nous nous sentons vraiment seuls dans la région du Pacifique, comme si personne ne s'en rendait compte. On dit : « Oui, nous devons aussi travailler à faire respecter la loi par le propriétaire-exploitant, et nous répondons : non, non, vous ne comprenez pas. » Nous n'avons pas cela. C'est frustrant et c'est exaspérant, comme je l'ai dit. Depuis huit ou neuf ans, nous venons à Ottawa pour parler aux députés de la Chambre des communes. Ce n'est pas mon travail. Je ne suis pas lobbyiste. Je ne suis pas payée pour cela. Mais il faut le savoir. Les gens doivent savoir que c'est ce que nous vivons. Cela ne correspond pas aux valeurs canadiennes et à la façon dont nous gouvernons nos ressources, qui sont des ressources publiques et la propriété de tous les Canadiens. Il y a un décalage.

La sénatrice Busson : Merci.

Le président : Merci. Estomaqué, c'est le moins qu'on puisse dire.

Le sénateur C. Deacon : J'aimerais beaucoup que le sénateur Surette prenne la parole avant moi. Il est plus intelligent que moi.

Le sénateur Surette : Je ne prendrai pas trop de temps. Ai-je raison de dire que, dans certaines pêches, il serait plus facile que dans d'autres de déterminer à qui appartiennent les quotas, c'est-à-dire, d'après ce que je comprends, que pour la pêche au hareng, une personne, un groupe, possède 80 % des quotas? Ce serait facile à attaquer comme question, n'est-ce pas?

M. Cameron : De nombreux permis sont détenus par des pêcheurs et d'autres groupes, mais, dans l'ensemble, cela ne devrait pas être difficile. Ils se trouvent sur la liste. Cela ne devrait pas être difficile à comprendre. Vous n'atteindrez peut-être pas le niveau le plus élevé de la société dont vous parlez, la Canadian Fishing Company, je suppose.

Mais même sans tous les détails utiles, il ne suffit pas de savoir qui en est propriétaire. Mais cela en dit long.

Le sénateur Surette : Ma question s'adressait à vous, madame Strobel. La raison pour laquelle vous avez créé ce que l'on appelle, je crois, une pêche soutenue par la communauté en 2008, si j'ai bien lu, c'est que vous représentez 40 pêcheurs indépendants, comme vous l'avez mentionné. Je suppose qu'aucun d'entre eux n'est propriétaire-exploitant et qu'ils achètent donc tous des quotas.

Ms. Strobel: It is a mix. Some of them own their licences or quotas. Some own a part but, like Russell, some own some licence or some quota, but it is not enough to make their business work for the year so they are leasing. Some are Indigenous, First Nations, and they are leasing from their band. Some of our fisher harvesters are Indigenous economic opportunity fishers, and so being a member of their nation allows them to fish during a commercial fishery for their nation and to sell that commercially. We have quite a mix. Really, as I said, our business is a workaround to the policy situation that we're in.

Canadians want to buy traceable, local Canadian seafood, and that is very difficult. So we are working within a policy framework that makes it very hard to do this, but we're creative, and for 18 years, we have been finding ways to work within that.

Senator Surette: So are you a marketing board? Do you have any processors onside as well? Do you process your fish, or are you more like a —

Ms. Strobel: We process. We use custom processors, so we pay a custom processing company to process our fish for customers. Yes. So we have —

Senator Surette: So your members are actually fishers, right?

Ms. Strobel: No. Our members are home cooks, people who eat fish at home. Those home cooks will say, "I would like to eat \$500 worth of fish. Here's my \$500." So that money comes into our business, Skipper Otto. We have our 40 or 45 fishing families. We say, "Right, this is how much fish we're going to need this year. What are you fishing for? What will be abundant, sustainable? What can we get?" As that fish comes in, it goes onto the store for the members, and they can pick and choose whatever they want, and it comes off of their credit, almost like a gift card. They have invested ahead of time and said, "We are going to eat what you are able to catch."

Senator Surette: This is why you mentioned it is a prepurchase. That is an interesting concept.

Ms. Strobel: Thank you.

Senator Surette: Is that original to you?

Mme Strobel : C'est un mélange. Certains d'entre eux possèdent leurs permis ou ils achètent leurs quotas. Certains en possèdent une partie, mais, comme Russell, d'autres possèdent un permis ou des quotas, mais ce n'est pas suffisant pour faire fonctionner leur entreprise à l'année, alors ils louent leur permis. Certains sont des Autochtones, des Premières Nations, et ils louent des permis de leur bande. Certains de nos pêcheurs sont des Autochtones qui profitent des possibilités économiques, et le fait d'être membre de leur nation leur permet donc de pêcher pendant une pêche commerciale pour leur nation et de la vendre commercialement. Il y a tout un mélange. En réalité, comme je l'ai dit, notre activité est une solution de rechange à la situation politique dans laquelle nous nous trouvons.

Les Canadiens veulent acheter des produits de la mer canadiens traçables et locaux, et c'est très difficile. Nous travaillons dans un cadre stratégique qui rend cela très difficile, mais nous sommes créatifs, et depuis 18 ans, nous trouvons des moyens de travailler dans ce cadre.

Le sénateur Surette : Êtes-vous un office de commercialisation? Y a-t-il des transformateurs de votre côté également? Transformez-vous votre poisson, ou êtes-vous plutôt...

Mme Strobel : Nous faisons de la transformation. Nous faisons appel à des transformateurs sur mesure, alors nous payons une entreprise de transformation sur mesure pour transformer notre poisson pour les clients. Oui. Nous avons donc...

Le sénateur Surette : Vos membres sont donc des pêcheurs, n'est-ce pas?

Mme Strobel : Non. Nos membres sont des cuisiniers à domicile, des gens qui mangent du poisson à la maison. Ces cuisiniers à la maison diront : « J'aimerais manger pour 500 \$ de poisson. Voici mes 500\$. » Cet argent est donc injecté dans notre entreprise, Skipper Otto. Nous comptons 40 ou 45 familles de pêcheurs. Nous disons : « Très bien, voici la quantité de poissons dont nous aurons besoin cette année. Que pêchez-vous? Qu'est-ce qui sera abondant et durable? Que pouvons-nous obtenir? » Lorsque ce poisson arrive, il entre dans le magasin pour les membres, qui peuvent choisir ce qu'ils veulent, et il est déduit de leur crédit, un peu comme une carte-cadeau. Ils investissent à l'avance et disent : « Nous allons manger ce que vous êtes en mesure d'attraper. »

Le sénateur Surette : C'est pourquoi vous avez dit qu'il s'agissait d'un préachat. C'est un concept intéressant.

Mme Strobel : Merci.

Le sénateur Surette : Est-ce un concept original à vous?

Ms. Strobel: Yes. We were the first community-supported fishery in Canada. Probably one of the very first in the world. It's a model that has really taken off in the U.S., where there is a lot of owner-operator protection, and so there are small-scale fleets. I run a mentorship program through the University of Maine where I mentor other community-supported fisheries in the U.S. I also started a network in Canada called Local Catch Network to help other community-based fish harvesters who want to access local markets to develop innovative business solutions.

Senator Surette: My last quick question. There's no real benefit to you, the owner-operator, because your business operates either way, but you are just saying the importance of what it could bring to the community.

Ms. Strobel: Correct. We run a business within this framework, but we see the injustice of it, and our members care deeply about this level of injustice. Really, I'm here on behalf of our 8,000 members, as Canadians, who say, "This is just not right."

The Chair: It is intriguing and very impressive. Your whole setup is a learning experience here.

Senator C. Deacon: After all of this, I want to say thank you to both of you for your testimony and your vision about what is possible. We have been sitting here, struggling with the question of how on earth we unravel this mess and get Canadian control over a Canadian asset again in a way that benefits communities. I think that you have given us a lot of really good ideas. I wanted to say thank you very much for your excellent testimony. They are very actionable ideas.

The Chair: For sure. I am sure Senator Deacon speaks for all of us in thanking you for joining us here this evening and certainly giving us a whole new, I guess, window into how things are operating in British Columbia.

I find it difficult as a Canadian to — we live in one country, and it is like apples and oranges on the East Coast versus the West Coast, and I struggle with the fact that we cannot seem to find a way to straighten this out. At the same time, we put four people on the other side of the moon. As Mr. Cameron said, it can't be that complicated.

I want to thank you. If there is anything, after you finish here this evening, that you think of like, "Oh, I wish I had said that or let the committee know that," feel free to send it to our clerk or

Mme Strobel : Oui. Nous avons été la première entreprise de pêche soutenue par la communauté au Canada. Probablement l'une des toutes premières au monde. C'est un modèle qui a vraiment pris son essor aux États-Unis, où les propriétaires-exploitants bénéficient d'une forte protection, ce qui favorise l'existence de flottes de petite taille. Je dirige un programme de mentorat par l'intermédiaire de l'Université du Maine, dans le cadre duquel j'accompagne d'autres entreprises de pêche soutenues par la communauté aux États-Unis. J'ai également lancé un réseau au Canada, appelé Local Catch Network, afin d'aider d'autres pêcheurs communautaires qui souhaitent accéder aux marchés locaux à mettre en place des solutions commerciales innovantes.

Le sénateur Surette : Une dernière petite question. Cela ne vous apporte pas vraiment d'avantage, à vous qui êtes propriétaire-exploitant, puisque votre entreprise fonctionne de toute façon, mais vous soulignez simplement l'importance de cela pour la communauté.

Mme Strobel : C'est exact. Nous menons nos activités dans ce cadre, mais nous en voyons l'injustice, et nos membres sont profondément préoccupés par l'ampleur de l'injustice. En réalité, je suis ici au nom de nos 8 000 membres, qui, en tant que Canadiens, affirment que ce n'est tout simplement pas juste.

Le président : C'est fascinant et très impressionnant. Tout cela est une véritable source d'apprentissage.

Le sénateur C. Deacon : Après tout cela, je tiens à vous remercier tous les deux pour votre témoignage et votre vision relativement à ce qui est possible. Nous étions là à nous demander comment diable nous allions pouvoir démêler ce fouillis et rétablir le contrôle canadien sur un actif canadien d'une manière qui profite aux communautés. Je pense que vous nous avez donné beaucoup d'idées vraiment intéressantes. Je tenais à vous remercier vivement pour votre excellent témoignage. Ce sont des idées qui peuvent vraiment être mises en pratique.

Le président : Tout à fait. Je suis certain que le sénateur Deacon s'exprime au nom de nous tous en vous remerciant de vous être joints à nous ce soir et de nous avoir ainsi ouvert, je dirais, une toute nouvelle perspective sur le fonctionnement des choses en Colombie-Britannique.

En tant que Canadien, j'ai du mal à comprendre. Nous vivons dans un seul et même pays, mais c'est comme si on comparait des pommes et des oranges entre la côte Est et la côte Ouest, et j'ai du mal à accepter qu'on ne parvienne pas à trouver un moyen de régler cette situation. Et pourtant, nous avons envoyé quatre personnes de l'autre côté de la Lune. Comme l'a dit M. Cameron, ça ne peut pas être si compliqué que ça.

Je tiens à vous remercier. Si, après ce soir, vous vous rendez compte que vous auriez aimé dire telle chose ou faire part de quoi que ce soit d'autre au comité, n'hésitez pas à transmettre

our analysts, because as we go forward and learn more and try to put this together in a type of report with recommendations, it is people like yourselves that we depend on for insight into those recommendations.

Certainly, I want to thank you for your time here this evening.

To the committee members, we are going to shut it down in a minute, but I want you to stay around for a little private chat afterwards, so do not run away. Thank you again.

(The committee adjourned.)

cette information à notre greffière ou à nos analystes, car à mesure que nous avançons, que nous en apprenons davantage et que nous essayons de rassembler tout cela dans un rapport contenant des recommandations, ce sont sur des personnes comme vous que nous comptons pour nous éclairer sur ces recommandations.

Je tiens à vous remercier pour le temps que vous nous avez accordé ce soir.

Chers membres du comité, nous allons clore la séance dans un instant, mais j'aimerais que vous restiez un peu après pour discuter en privé, alors ne partez pas tout de suite. Merci encore.

(La séance est levée.)
